

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes



Ah! ils ont faim!... Eh bien, achevons-les!

(Dessin de Karl Goltz)

A travers les Evénements

ESSAYONS de nous orienter, s'il est possible, à travers le clair-obscur des événements d'Allemagne.

Depuis que Poincaré est entré dans la Ruhr, nous n'avons pas cessé de dire, au risque de sembler monotones, que le conflit franco-allemand — conflit essentiellement capitaliste — se réglerait tôt ou tard au détriment du prolétariat. Les faits nous ont complètement donné raison.

L'abandon de la résistance passive — à quoi Poincaré d'ailleurs n'a fait écho en France que par des affirmations répétées d'intransigeance et de dédain — a eu des répercussions politiques immédiates. Capituler n'était que le commencement : la suite était de savoir qui ferait les frais de la capitulation allemande : bourgeoisie ou prolétariat, grande industrie gorgée de milliards ou ouvriers faméliques ?... Encouragés par les premières mesures coercitives prises, de concert avec le social-démocrate Hilferding, par le chancelier Stresemann (mise en état de siège de l'Allemagne, établissement de la censure militaire, etc.) ; solidement appuyés à ce rempart de la contre-révolution et du fascisme qu'est la Bavière payasanne et catholique, les extrémistes de droite se sont cru tout permis. Et, tandis qu'une petite partie d'exaltés tentait un coup de main sur la place forte de Küstrin, les chefs politiques du nationalisme, alliés aux grands industriels du « populisme allemand », lançaient à Stresemann — populiste lui-même — un ultimatum des mieux conditionnés. Ils exigeaient de lui, avant de lui octroyer les pleins pouvoirs dont il disait avoir besoin : 1° l'entrée des nationalistes dans le ministère ; 2° l'éloignement d'Hilferding (on est toujours le révolutionnaire de quelqu'un et Hilferding est un révolutionnaire aux yeux des ultras de droite) ; 3° l'abolition de la journée de huit heures sans augmentation de salaires.

L'abolition de la journée de huit heures — en Allemagne d'abord — était-ce assez prévu ? Avons-nous assez dit que la bourgeoisie allemande, poussée dans ses derniers retranchements, ferait payer à la journée de huit heures le prix des réparations ? Avons-nous assez dit que le traité de Versailles ne pouvait aboutir, s'il était appliqué, qu'à la mise au pain sec et aux fers du prolétariat allemand ?

Le même jour, Raumer, populiste de droite, ministre de l'Economie publique, se séparait de Stresemann, sans même attendre les effets de l'ultimatum. A la suite de quoi, la séance du Reichstag prévue pour le 2 octobre devait être renvoyée *sine die*.

Toute la journée du 3 octobre se passa en conciliabules de groupes, en négociations de coulloirs, en guerillas parlementaires, d'ailleurs plus ou moins occultes. Stresemann, déconcerté, élaborait péniblement un compromis susceptible de donner satisfaction tout ensemble à ses amis du nationalisme et à ses complices de la social-démocratie. A la fin de la journée, quand tout semblait aller au mieux, on apprit que les députés social-démocrates — chez qui la peur du communisme et de la gauche social-démocratique est le commencement de la sagesse — refusaient, par 61 voix

contre 54, le compromis échafaudé par Stresemann et qui, tout simplement, sacrifiait Hilferding. La conséquence était fatale : dans la nuit du mercredi au jeudi, le cabinet démissionna.

Les hommes s'en vont, les idées restent. L'idée de Stresemann, c'était, depuis plusieurs jours déjà, de substituer à un gouvernement parlementaire un gouvernement plus ou moins dictatorial : au cabinet, un directoire. Un moment, on put croire que l'affaire était faite ; le Parti Communiste, qui surveillait les événements, était tout prêt à la riposte, et elle eût été éclatante. L'affaire échoua. Elle se heurta à l'opposition des social-démocrates et du ministre de la Reichswehr Gessler, lesquels, sentant le vent, avaient compris que la dictature de la bourgeoisie en Allemagne entraînerait inévitablement le soulèvement armé du prolétariat.

Alors, docile et résigné, Stresemann se mit à reconstruire sa grande coalition. Il y est parvenu sans trop de peine, tant est grande, à cette heure, dans les milieux parlementaires, la crainte qu'inspirent les masses. Le replâtrage de la grande coalition s'est accompli aux frais des social-démocrates qui perdent, avec Hilferding, frappé d'interdit par la droite, le seul homme représentatif qu'ils eussent au gouvernement. Ils ont obtenu en échange que ni la journée de huit heures ni les secours de chômage n'auraient à subir la menace des pleins pouvoirs de Stresemann : il faudra, pour abroger celle-là et supprimer ceux-ci, une consultation du Reichstag (où les ennemis du prolétariat sont en majorité). Mais les social-démocrates ont mis de côté toute fierté, parce qu'ils ont perdu toute conscience de classe ; ils sont prêts aux pires capitulations d'amour-propre plutôt que de briser les liens qui les attachent à la bourgeoisie et d'accepter le front prolétarien unique que préconisent les communistes.

Le grande coalition replâtrée s'est présentée devant le Reichstag qui, à une forte majorité, lui a accordé une majorité. Mais la loi des pleins pouvoirs reste en suspens, les ministres n'étant pas d'accord à son sujet. Le second cabinet Stresemann, qui n'inspire confiance à personne, qui n'est qu'un compromis opportuniste entre partis bourgeois et petits-bourgeois, dont les uns craignent le coup d'Etat fasciste, les autres la révolution communiste, apparaît comme plus fragile encore que le premier. Ni le fascisme ni le communisme n'ont dit leur dernier mot.

L'un et l'autre rassemblent leurs forces, sachant bien l'un et l'autre que la partie qui va se jouer n'aura pas le Reichstag pour théâtre. En Saxe et en Thuringe, le bloc ouvrier, heureusement scellé entre social-démocrates de gauche et communistes, aboutit à des gouvernements purement ouvriers, dont le premier acte a été de se concerter pour barrer, par tous les moyens, aux fascistes de Bavière, la route de Weimar, de Dresde et de Berlin. A deux pas donc de la Bavière fasciste, à mi-chemin de Munich et de Berlin, se dresse une double forteresse prolétarienne. Et plus que la coalition replâtrée, c'est là, à notre point de vue de classe, le gros événement de la semaine.

La révolution allemande est en marche. Aveugle qui ne le voit pas !

Amédée DUNCOIS.

NOTES D'ALLEMAGNE

Fascistes et Communistes

« La croix fasciste et l'étoile soviétiste se conjuguent... M. le comte Rewentlow et Radek s'entendent à merveille... Les corrupteurs de Moscou, les Machiavels de la 3^e Internationale et les aventuriers de la réaction allemande scellent contre la démocratie un pacte monstrueux... Le bolchevisme tartare, métamorphosé en nationalisme germanique, aiguise son couteau — vous savez, celui qui se porte entre les dents ! — pour égorger les innocents républicains de Léon Blum et d'Ebert, du général Degouffe et du citoyen Noske... »

Le communisme est la pensée vivante, souple et logique des avant-gardes de la classe ouvrière, partout engagées à fond dans le combat révolutionnaire. Les formules de tout repos, les *credos* mirifiques du socialisme d'inaction, les phrases prestigieuses — bons oreillers pour les esprits fainéants ! — ne sont pas son fait. Le communisme tient de la Révolution russe, dont la pensée fut toujours essentiellement action, l'habitude de plonger au cœur des réalités, de s'y adapter, de s'y forger sans cesse des armes, des tactiques, des stratégies nouvelles...

(— Armes, tactiques, stratégies... Horrible vocabulaire militaire ! — J'en conviens, mon camarade. Mais ce n'est ni ma faute, ni celle de Moscou. Devons-nous, oui ou non, dans les luttes de classes d'aujourd'hui, avoir des armes, savoir, prévoir, calculer ce que nous faisons, c'est-à-dire employer une tactique et une stratégie ?)

Socialdémocrates allemands et dissidents français pensent dormir sur les lauriers de Versailles. Les premiers ne pensent qu'au sauvetage de l'ordre capitaliste, fort menacé outre-Rhin ; les seconds n'ont en tête que les savantes « combinaisons » du bloc des gauches et de la prochaine campagne électorale. Les communistes allemands, eux, sont face à face avec la Famine, la Contre-Révolution fasciste, l'Impérialisme allié. — Chaque jour, la clameur impérieuse de vingt millions d'affamés monte vers eux ; chaque semaine, enjambant les cadavres des pauvres gens fusillés sur les marchés par la *Schutzpolizei*, des hommes sortis de tous les partis viennent vers eux. Chaque semaine, la répression les frappe. Ils ont des milliers d'emprisonnés. Ils forment un parti de révolution. Devant le fascisme, ils ont dû agir.

« — Notre tactique vis-à-vis du fascisme, me disait ces jours-ci un militant berlinois, a déjà été couronnée d'un succès positif. Il y a six mois, le fascisme entamait çà et là les masses ouvrières. Il était en pleine montée quand l'occupation de la Ruhr lui procura l'appoint formidable d'un réveil légitime du sentiment national. Maintenant, s'il est loin d'être vaincu, ses progrès sont enrayés. Ce n'est plus la démagogie du socialisme national antisémite qui a prise sur certains éléments prolétariens démoralisés par les turpitudes de la socialdémocratie, c'est notre argumentation révolutionnaire qui mord sur les classes moyennes prolétarisées et désorientées. Comme deux

courants internes : l'un pangermaniste, l'autre séparatiste, divisent d'autre part le *fascio* allemand, alors que l'unité ouvrière se réalise de plus en plus autour du P. C. — les événements de l'Ingring en témoignent une nouvelle fois — l'étoile soviétiste a pour le moment l'avantage sur la croix gammée. Et c'est beaucoup, car le moment n'est pas drôle... »

Le fait est que la « journée de Sedan » (2 sept.) a été fiasco pour le *fascio* ; qu'après deux ou trois réunions contradictoires avec des orateurs communistes, le Parti Ouvrier National-Socialiste a fait dans son organe, le *Voelkische Beobachter* (*l'Observateur populaire*), le 14 août, défense formelle à ses adhérents d'entrer en controverse avec les communistes... ; que les trois controverses publiques soutenues contre des orateurs fascistes par notre camarade Hermann Rémelé — à Stuttgart les 2 et 10 août et à Goepfingen le 16 — ont, comme les articles de Radek, fait le tour de l'Allemagne réactionnaire, armée pour la guerre civile...

Parcourons ensemble la petite brochure qui contient les discours de Rémelé aux fascistes sud-allemands, et nous serons fixés sur ce que des imbéciles — ou des politiciens de mauvaise foi — appellent le bolchevisme nationaliste. — « Vous combattez la finance juive, dit Rémelé aux fascistes, bien ! Mais combattez aussi l'autre, celle des Thyssen, des Krupp, des Stinnes, des Kloeckner ! » et il fait applaudir, *par ces antisémites*, la lutte des classes. — « Vous combattez les ouvriers, parce que vos maîtres, les grands capitalistes, nous divisent, vous, gens des classes moyennes ruinées et demain prolétarisées et nous prolétaires, pour régner ! » — et il fait applaudir par ces réactionnaires le front unique de tous les exploités. — « Vous êtes patriotes ? » et il montre la grosse industrie allemande associée en maintes affaires fructueuses au capital français, lui vendant ses secrets de fabrication, comme le trust badois de l'aniline, préparant la colonisation de l'Allemagne, s'enrichissant de la baisse du mark. « Lequel d'entre vous veut se faire tuer pour cette Allemagne capitaliste ? » Et il fait crier par la salle entière : « Pas un ! »

Dans sa partie positive son argumentation est simple : « L'Allemagne affamée ne peut se libérer qu'en secouant d'abord le joug de son capitalisme national ». « Le traité de Versailles ne pourra être annulé que lorsqu'il n'y aura plus d'Allemagne capitaliste ». — « Un peuple vous a déjà montré comment on se libère : voyez l'exemple des Soviets *internationalistes* ! » — « Ensemble nous sommes 16 à 18 millions de prolétaires dont les salaires ont baissé au moins des quatre cinquièmes ; et 9 à 11 millions de petites gens ruinés. On vous a dit autrefois que le communisme vous prendrait tout ; c'est le capitalisme qui vous a tout pris. Le prolétariat vous libérera en se libérant ». — « L'unité nationale de l'Allemagne ne peut avoir d'autre appui que le mouvement ouvrier international ».

Cet orateur communiste parlant à des fascistes wurtembergeois, leur fait acclamer André Marty et la France ouvrière qui « produirait des milliers de Marty, si les armées françaises marchaient contre la Révolution allemande ». — Mais rappeler ainsi à des Allemands, bernés par les excitations chauvines de la presse de Stinnes, rendus haineux par les exploits de Degoutte dans la Ruhr, aigris par la misère, qu'il y a une France rouge, communarde, qui a fait ou tenté quatre révolutions en un siècle et qui ne se fera jamais le bourreau d'un grand mouvement libérateur, c'est peut-être, pour les gens du *Populaire*, se livrer à de basses agitations démagogiques.

Les communistes allemands sont allés offrir la discussion aux fascistes, avec tout leur programme, avec toute la puissante intransigeance de l'idéologie révolutionnaire. Qu'on épluche ces discours de Rimmelé ; on n'y trouvera pas une concession, pas une réticence. Pour soulever, à propos de cette remarquable campagne de propagande, de la vertueuse indignation des social-démocrates de France et d'Allemagne, il a fallu triturer des textes, violenter des faits, en ignorer d'autres de parti pris — comme le vaste travail d'organisation de la résistance armée au fascisme accompli dans toute l'Allemagne par les communistes — user des trucs les plus grossiers de l'agitation. « Radek serre la main au comte Reventlow », a écrit le *Vorwaerts*. (Et Rimmelé de lui répondre : « Nous vous offrons bien le front uni, à vous qui avez assassiné Liebknecht et Rosa Luxembourg, à vous dont le Noske a sur la conscience le sang de 15.000 révolutionnaires !... »).

Le mouvement fasciste naît de la misérable condition des classes moyennes, paupérisées par les luttes de l'époque impérialiste et déçues de la démocratie, du pacifisme, du réformisme, du socialisme douceâtre dont elles se sont nourries au temps où l'aisance semblait leur partage assuré. Il dresse contre le prolétariat des millions d'hommes résolus à tout risquer puisqu'ils ont presque tout perdu, ennemis du socialisme qui les a trompés, disposés pour la même raison à prendre le contrepied de leurs croyances d'hier. En Allemagne il constitue la suprême ressource de l'ordre capitaliste ; et comme il pourrait compter sur des couches sociales de plus de dix millions d'hommes, il serait, le jour venu, adossé à la haute finance et à la *schwer-industrie*, encadré par la police et la *Reichswehr*, dirigé par les meilleurs stratèges des états-majors du Kaiser, un terrible facteur de réaction.

Les communistes allemands sont allés à lui et l'ont frappé aux endroits les plus vulnérables : dans son idéologie absurde, dans la duplicité consciente de ses chefs, dans les sentiments anticapitalistes et antidémocratiques de ses masses. L'occupation de la Ruhr avait fait passer sur l'Allemagne entière une vague de nationalisme. Ils l'ont quelquefois neutralisée, quelquefois transformée en un élément révolutionnaire de plus. Au lieu de laisser Ludendorff et Hitler dévoyer les forces ouvrières vers une guerre de revanche à laquelle devrait prélever une guerre civile de répression, ils ont réussi à neutraliser une partie des classes moyennes en faveur de l'internationalisme révolutionnaire qui veut — *qui est* — la paix des peuples.

Où l'on voulait acclamer Hindenbourg, ils ont fait acclamer Marty.

L'ingénieur fou

Communistes, nous sommes loin de méconnaître la puissance, les facultés créatrices, la vitalité dont fait encore preuve le système capitaliste. Mais il nous semble qu'un ingénieur fou le symboliserait à merveille. Ce serait un constructeur habile de ponts, d'aqueducs, de machines hautement perfectionnées. Il accomplirait d'admirables travaux — non sans exploiter impitoyablement sa main-d'œuvre. Seulement, à de certaines heures, dominé par son mal, ce technicien, ce logicien commettrait d'énormes fautes, vouant à la ruine toute son œuvre. Le capitalisme européen est bien cet ingénieur fou.

La bourgeoisie allemande vient de perdre une deuxième guerre. La première, commencée par les impérialismes ennemis, à l'apogée de la société capitaliste, a causé la ruine de l'Europe, suscité la Révolution russe et, en Allemagne, la Révolution de novembre 1918. La deuxième, la guerre économique de la Ruhr met la France et l'Allemagne bourgeoises en présence d'une révolution d'Octobre (qui pourrait très bien, d'ailleurs, ne se produire qu'au printemps...). Pourquoi ? — Parce que l'oligarchie financière et industrielle d'outre-Rhin ne voulait rien céder à sa rivale française des bénéfices que lui rapporte l'exploitation du travail « national » ; parce que le Comité des Forges tenait à s'assurer sur la *Schwerindustrie* germanique une hégémonie complète, et la France impérialiste à affermir son prestige... De ce prestige, assurément fameux, de cette hégémonie, de ces richesses qu'arrivera-t-il si, demain, des drapeaux rouges se déploient sur les cités d'Allemagne ? M. Stresemann se le demande avec angoisse. M. Poincaré n'en a cure. Il est le maître de la situation, tout comme Napoleon en 1812. — L'ingénieur fou ! vous dis-je. Même lucide, il ne cesse pas de porter dans son cerveau la démence qui le condamne.

Dilemme

L'Allemagne a capitulé. Pour ne pas lâcher un centime de leur avoir, les capitalistes allemands livrent à l'impérialisme français, pieds et poings liés, ventre creux, l'Allemagne du travail. Mais peut-être est-il déjà trop tard. La résistance passive s'achève en catastrophe. Elle a vidé le trésor de l'Etat, rempli les poches des naufrageurs, payé l'armement de la réaction. Elle a fait passer sur le pays des souffles de révolte et dressé, à la fois contre l'impérialisme français et contre le capitalisme « national », le prolétariat de la Ruhr. La lutte est finie. Restent la banqueroute, les naufrageurs et la réaction en armes devant ses sacs d'écus volés, les masses en fermentation obéissant à la logique des faits, suivant l'avalanche, roulant avec elle. MM. Stresemann et Hilferding réussiront-ils à empêcher l'avalanche ?

Réussiront-ils, dans les trois à cinq mois de froid et de faim qui viennent, à tirer du néant un papier-monnaie valant quelque chose ? à donner du pain aux 30 millions de braves gens qui n'en ont plus ? à résister ou à canaliser à leur profit la guerre civile imminente ? à satisfaire — sans se suicider — l'impérialisme français ?

Si c'est oui — l'ingénieur fou continue.

Si c'est non — la révolution commence.

Dans les deux cas, sans doute M. Poincaré aura vaincu ; mais l'Europe capitaliste risque fort de crever de sa victoire.

Entre deux dictatures

La Grande-Coalition, « dernière réserve de la démocratie allemande », est devenue, du fait de sa capitulation, à peu près aussi impopulaire que l'était, la veille du jour où les Comités d'usines le chassèrent, le cabinet Cuno. Les populistes, les démocrates et le centre catholique sont, comme la social-démocratie, en pleine crise. M. Stresemann a fait annoncer — en même temps que la cessation de la résistance passive — par voie de notes officieuses, qu'il prendra, s'il le faut, la dictature. Les journaux ont, à ce propos, fait courir le bruit que le citoyen Noske, dictateur rêvé jadis par le major Erhardt, était venu à Berlin conférer avec le chef de l'Etat...

Fort bien, mais... dictature *contre qui* ? On n'exerce pas de dictature à vide. Contre le fascisme et la grande industrie dont Stresemann n'est qu'un vieil avoué retors ? Supposition absurde. Contre le prolétariat ? Mais le citoyen Noske ne pourrait plus recommencer ses exploits de 1919. A cette époque, il a pu armer contre la classe ouvrière toute la canaille réactionnaire, employer les Erhardt, les Luttwitz, les Hoffmann. S'il l'essayait maintenant, ce serait la fin immédiate de son parti et, à brève échéance, celle de son régime, car ni les masses ouvrières ne le ménageraient, ni Ludendorff ne ferait grâce aux scélérats qui ont fait la révolution de Novembre.

Sur l'évolution à gauche des masses de la social-démocratie, les indices se multiplient. Le Congrès social-démocrate de Berlin vient de constater la faillite de la politique de coalition et d'exiger le retour à la lutte de classes. Il a voté en même temps un ordre du jour de sympathie au président du Conseil socialiste de la Saxe rouge, Zeigner, et l'a félicité pour sa tenace campagne en faveur de l'épuration de la *Reichswehr*.

La Grande-Coalition n'a plus avec elle ni les masses de la bourgeoisie — qui ne veulent pas de ses impôts et souhaitent de plus en plus un coup de barre énergique à droite — ni celles de la social-démocratie, qui comprennent de mieux en mieux que les communistes ont raison. Ici s'arme la Bavière blanche, là travaille la Saxe rouge. Entre les deux, Hilferding et Stresemann impriment de nouveaux assignats.

Von Kahr et Gessler, simili-dictateurs

Voici l'Allemagne pourvue le même jour de deux succédanés de dictateurs : von Kahr en Bavière et Gessler à Berlin. Le gouvernement bavarois a soudainement pris, le 26, la décision de conférer à M. von Kahr, nommé haut-commissaire, des pouvoirs extraordinaires, dictatoriaux. Depuis quelques jours, on attendait le coup de force bavarois ; le gouvernement réactionnaire pro-fasciste de Munich se prémunit. Sur la signification de ces événements, le *Vorwaerts*, grandement intéressé, dit des choses fort justes. La différence entre le cabinet de Munich et les ultra-fascistes bavarois consiste uniquement en ceci : les seconds croient que le moment est venu de dénouer la situation en frappant le « bolchevisme grandissant à Berlin » ; le premier pense que mieux vaut temporiser quelque temps encore. Sur le principe, ils sont d'accord.

Aussi l'institution de l'état de siège renforcé en Bavière et la nomination de von Kahr ont-ils eu, dans tout le Reich, l'effet d'un coup de tocsin. Von Kahr est un vieil « anti-socialiste fanatique »

(*Vorwaerts*). Qu'il impose sa volonté à Hitler et Ludendorff — ou qu'il s'entende avec eux — la Bavière constitue dans les deux cas un camp retranché de la réaction dont on peut attendre du jour au lendemain les plus audacieuses sorties.

Le gouvernement du Reich lui a donné la réplique le soir même en instituant à son tour l'état de siège renforcé sur tout le territoire allemand. Toutes les libertés constitutionnelles sont suspendues et les dispositions pénales prévues contre les crimes politiques aggravées. Peine de mort en cas de haute-trahison, d'insurrection, d'émeute, de résistance à la force légale, etc. M. Gessler, ministre de la Reichswehr, a pleins pouvoirs pour appliquer immédiatement le décret.

La mesure est, dit-on, une mesure de défense de la République rendue nécessaire par la menace bavaroise. Et c'est M. Gessler que les ministres social-démocrates et le citoyen Ebert, chargent de l'appliquer ; Gessler, paravent officiel des chefs fascistes de la Reichswehr leur ami, leur complice, Gessler, dont un von Seeckt est le principal collaborateur ! Tant d'ingénuité doit être suspect. La Reichswehr réactionnaire, organisée en associations nationalistes secrètes, commandée par le simili-dictateur Gessler, ne marchera à fond que contre la classe ouvrière. Toutes les dispositions du décret instituant l'état de siège peuvent, d'ailleurs, être appliquées beaucoup plus facilement aux communistes qu'aux fascistes bavarois. Cette suprême tentative de MM. Stresemann-Hilferding pour empêcher la guerre civile semble donc, en réalité, accroître seulement les chances *immédiates* de la réaction.

Rien que ses chances immédiates, parce que, dans l'état actuel des forces ouvrières, ce n'est sûrement pas elle qui aura le dernier mot.

L'avance fasciste

M. von Knilling, président du Conseil bavarois, adressait, l'autre dimanche, un ultimatum à peine déguisé au gouvernement du Reich. Le 23 septembre, à la « Soirée Allemande » d'Augsbourg, en présence de Ludendorff, le capitaine Heiss criait textuellement ceci à ses auditeurs :

« L'heure est venue de faire donner les fusils, les mitrailleuses, et notre paire de canons... Et si nous manquons de chevaux, attelons-nous nous-mêmes à nos pièces ! Le poing bavarois résoudra à Berlin le problème de la liberté allemande ».

Ludendorff approuvait.

Le *Völkische Beobachter*, socialiste-national, de ce jour-là portait en manchette : « *Armons-nous pour la guerre civile* ».

Ce ne sont pas uniquement des mots. Hitler mobilise officiellement ses « troupes de choc ». Le 22 septembre, la police de Munich procédait à de nombreuses arrestations de cheminots douteux : exactement 25. Le même jour, à Munich, des fascistes de l'*Oberland* tiraient dans la rue sur des ouvriers ; 1 blessé grièvement. Les visites domiciliaires, suivies d'ignobles brutalités — à l'italienne — se généralisent en Bavière.

Le 22, toujours à l'autre bout de l'Allemagne, 16.000 fascistes mobilisés par l'association *Olympia*, se réunissaient à Hohenbourg (Mecklenbourg).

Le 25, non loin de Leipzig, à la frontière de la Saxe et de la Prusse, collisions entre fascistes et communistes : 11 blessés.

Ailleurs, les troubles de la faim continuent. Ceux de Dresde fournissent à la presse bourgeoise

le motif d'une incessante campagne tendant à une intervention de la *Reichswehr* en Saxe. En Haute-Silésie — à Gleiwitz — la police tire.

La *Reichswehr* est « prête à toute éventualité ». Malgré les révélations de M. Zeigner et les efforts des social-démocrates, le ministre « démocrate » Gessler reste à sa tête parce qu'il a « la confiance des chefs » et les bonnes grâces du général Von Seeckt. La police verte reçoit des provisions de grenades et, dit-on, des masques contre les gaz asphyxiants. — L'association des fonctionnaires bavarois avertit ses membres qu'en cas de coup d'Etat, c'est au gouvernement bavarois, fût-il issu d'un coup d'Etat, qu'ils ont à obéir. Le gouvernement de Berlin réagit en leur intimant de n'obéir qu'à ses propres ordres : un chiffon de papier de plus dans la corbeille de M. von Knilling. — Le fascisme se prépare ainsi à tordre le cou à la république d'Ebert et à imposer au peuple allemand, après un nombre suffisant d'exécutions sommaires, son programme de régénération : « Extirpation du marxisme juif, journée de dix heures ».

Le gouvernement de la Grande-Coalition lui facilite la tâche en frappant à gauche. Le 21 septembre, il suspend la *Rote Fahne* et tous les organes communistes de Berlin pour 15 jours. Le *Vorwärts*, cependant, pour faire diversion à l'opinion social-démocrate, découvre à Berlin des dépôts d'armes clandestins — ce n'est pas ce qui manque, il est vrai — « achalandés, à l'en croire, par un attaché militaire de l'ambassade soviétique ». Ces gens-là sont-ils plus aveugles que fourbes, ou plus fourbes qu'aveugles ? Cruelle énigme !

Chiffres

Du 13 au 19 septembre, augmentation normale du coût de la vie de 165 %. Minimum nécessaire pour la semaine à un ménage ouvriers ayant deux enfants : 1.400.563.440 marks. Près d'un milliard et demi. Salaire ordinaire de l'homme — journée complète — la moitié.

En août, 43 % des entreprises industrielles étaient dans une situation précaire ou mauvaise. Fin août, 7,06 % des métallurgistes, 4,53 % des textiles, 12,90 % des travailleurs du livre et 12,6 % du vêtement sont sans travail ; 16,58 % des métallurgistes, 46,19 % des textiles, 32,09 % des travailleurs du livre et 57,98 % du vêtement ne font que des journées de travail écourtées. De juillet à août, le nombre des chômeurs a plus que doublé, le nombre des ouvriers faisant des semaines incomplètes a presque triplé.

Du 7 au 21 septembre, la somme des billets de banque du Reich en circulation passe de 518,8 milliards à 1.182 milliards, soit plus d'un trillion. Dans le même laps de temps, la réserve d'or diminue de 20 millions.

Le 22 septembre, le citoyen Hilferding parvient à abaisser le change du dollar à moins de 100 millions (il avait précédemment atteint 325 millions avec une moyenne de 200 environ, dans les journées précédentes. Mais les prix du commerce de détail, établis sur un étalon-dollar à plus de 200 millions, ne baissent pas. On constate, du 15 au 21 septembre, une augmentation de 148 % de l'index des prix de gros. Qui est volé ? Le pauvre.

Le Commissaire extraordinaire chargé de la saisie des devises et des *valutas* étrangères, M. Fellingner, fait faire des rafles dans les rues et les cafés. Les premières lui ont rapporté 16.000 marks-

or environ. Gare au passant s'il a dans son portefeuille un dollar tristement unique ! Mais respect aux Banques ?

Dimanche rouge à Dusseldorf

16 tués, une centaine de blessés, tel est le bilan des « pacifiques » manifestations séparatistes de Dusseldorf, ce 30 septembre. La troupe française est intervenue pour rétablir l'ordre au profit exclusif des manifestants de la « République Rhénane », agresseurs de la police bleue. Ces tragiques incidents de Dusseldorf surviennent à un moment où toute l'Allemagne, émue par des rumeurs persistantes venant des régions occupées, attend comme un signal de démembrement et de guerre civile la proclamation d'une république rhénane.

Depuis longtemps l'intrigue française y travaille. Bien des industriels rhénans croient avoir tout avantage à s'unir avec le puissant capital français en se séparant définitivement d'une Allemagne où gronde la révolution. Une fiévreuse agitation se poursuit dans les régions occupées sous le mot d'ordre de la création d'un Etat-tampon pour « assurer la paix entre la France et l'Allemagne ».

Qu'on ne s'y trompe pas. Voulu par des capitalistes français et rhénans, dont le coffre-fort est la seule patrie, la proclamation d'une république rhénane créerait un double et terrible danger au cœur de l'Europe occidentale. Danger de guerre, certitude même d'une guerre future ; car, pas plus que la Grande-Bretagne n'admettait, il y a 110 ans, l'hégémonie napoléonienne sur la Confédération du Rhin, la Grande-Bretagne d'aujourd'hui n'admettra l'hégémonie continentale de la France, cause pour elle de ruine et de mort. Danger, certitude et même certitude immédiate d'un accroissement des forces de la réaction en Allemagne. M. Wulle, un des leaders de l'extrémisme nationaliste disait ces jours-ci, dans les couloirs du Reichstag à un journaliste que nous connaissons : « Le lendemain de la séparation de la Rhénanie nous prendrons, dans toute l'Allemagne, les responsables à la gorge. » En tous cas, la séparation de la Rhénanie donnerait tout de suite une puissante impulsion au mouvement nationaliste. Elle deviendrait le point de départ d'une incessante agitation pour une guerre de revanche. D'autre part, elle aurait pour conséquence de séparer les masses ouvrières du reste de l'Allemagne de celles de la Rhénanie, affaiblissant d'autant l'Allemagne ouvrière de demain.

C'est pour ces graves raisons, pour la paix de l'Europe et pour la révolution allemande qui seule peut l'assurer, que le Parti communiste allemand s'oppose de toute son énergie au séparatisme rhénan.

Simili-dictature à droite

A quelques jours de distance, on commence à mieux distinguer les dessous des récents événements de Munich et de Berlin qui ont amené l'institution des deux dictatures différentes, mais très analogues de MM. Gessler et von Kahr. M. von Kahr, nanti des pouvoirs dictatoriaux déclarait ces jours-ci au *Völkische Beobachter*, organe fasciste, qu'il se considère comme remplaçant provisoirement le roi Rupprecht et gouvernera contre la gauche. Ses premières mesures confirment ces déclarations et s'accordent avec son passé de séparatiste résolu. Les voici : 1° annulation pour la

Bavière de la loi sur la défense de la république promulguée par le gouvernement du Reich au lendemain de l'assassinat de Rathenau ; 2° dissolution des organisations de défense social-démocrates ; 3° révocation du bourgmestre libéral de Nuremberg, Luppe, qui avait, il y a quelque temps, demandé contre les bandes fascistes, l'appui de la police d'Empire ; 4° perquisition à la *Münchner Post* social-démocrate, accompagnée d'un imposant déploiement de force (automobiles blindées et autos mitrailleuses !). Aucune mesure n'a été prise contre les bandes de Hitler dont la mobilisation continue. Il y a mieux. M. Gessler, dictateur pour le Reich, a suspendu la parution du *Völkische Beobachter* qui continue néanmoins à paraître sous la tutélaire protection de M. von Kahr.

Que s'est-il donc passé à Munich ? Ceci : Ce que les nationalistes pangermanistes, avec Hitler et Ludendorff voulaient faire extra-légalement — les nationalistes royalistes le font légalement. Le coup de force s'est accompli au nom de la loi.

Et que s'est-il passé à Berlin ? Ceci : Impuisant à renier à cette situation, le cabinet Stresemann-Hilferding l'a sanctionnée en instituant dans le Reich entier la dictature militaire. Sur les instances personnelles du président Ebert, l'exercice de celle-ci a été confié au ministre de la Reichswehr Gessler, l'homme du gouvernement le plus proche des Bavarois. A Munich, l'autorité dictatoriale revient formellement au subordonné direct de M. Gessler, le général von Lossow, auprès duquel von Kahr remplit les fonctions de commissaire civil. Pure prestidigitation diplomatique ! Le général von Lossow est l'ami et le subordonné de fait de von Kahr. Tandis que ce dernier abroge les lois du Reich — on ne peut vraiment pas agir plus carrément ! — le kronprinz Rupprecht, le président von Knilling, le général von Lossow l'accompagnent à une grande solennité militaire — la revue de la compagnie de la Reichswehr de Munich — qui se termine au cri de : Vive le roi !

A l'égard de la Bavière monarchiste et de la réaction, la dictature du Reich n'est qu'une similitude, apparente, formelle et semble-t-il tout à fait vaine.

Dictature authentique à gauche

Le gouvernement bourgeois et social-démocrate de Berlin ne peut ni ne veut prendre aucune mesure énergique contre la réaction bavaroise. Il sait très bien d'ailleurs que sa Reichswehr ne marcherait pas. Mais, instituée officiellement en réponse à la nomination de von Kahr à Munich, la dictature de Gessler crée en Saxe et en Thuringe rouges une situation intolérable. On sait que le président social-démocrate de gauche du Conseil de la Saxe, Zeigner, était depuis longtemps dédaigneusement boycotté par les autorités de la Reichswehr dont il a obstinément dénoncé les menées réactionnaires. Le président Ebert et tous ses coreligionnaires les ministres social-démocrates, lui ont répondu en plaçant la Saxe ouvrière sous la dictature du général de la Reichswehr Muller qui, dès le 27 septembre annonçait la dissolution des centurions ouvrières légalement constituées. Le général Muller a pour l'instant reculé devant cette mesure. Mais il gouverne Dresde à la manière du capitaine-général de Barcelone. Son ordonnance du 27 dit en 7 points (que j'abrège) :

1° J'exerce dès aujourd'hui la plénitude du pouvoir... ;

2° les officiers et assimilés aux officiers de la troupe ont tous les droits des fonctionnaires de la police... ; 3° défense est faite de publier sans mon autorisation préalable quelque imprimé nouveau que ce soit... ; 4° toutes les manifestations dans la rue sont défendues ; pour les réunions en local clos l'autorisation préalable doit m'être demandée ; 5° défense est faite de suspendre le travail dans les industries nécessaires à la vie publique (eau, gaz, électricité, mines de charbon et de potasse, transports, alimentation) ; 6° les rassemblements sont interdits ; 7° les infractions à ces ordonnances seront sévèrement punies...

Ainsi les travailleurs de la Saxe démocratique, privés du droit de grève et de tous les droits constitutionnels n'ont plus aucun moyen de défense légale. Le gouvernement socialiste de la Saxe — qui observe une réserve assez piteuse — est annulé d'un trait de plume. Le moindre geste de protestation des travailleurs saxons ne peut être qu'extra-légal et la Reichswehr est autorisée par la grande coalition à le réprimer avec la dernière rigueur !

Le Parti Communiste lance le mot d'ordre de la grève générale politique. Demain peut-être cette grève générale peut s'imposer à la Saxe ouvrière qui ne saurait accepter facilement le régime du sabre et de la botte. Que se passera-t-il alors ? Toute la bourgeoisie, y compris celle qui appartient à la grande coalition, est depuis des mois pleinement d'accord sur ce point avec les gens de Munich : « Le scandale criant au ciel de la Saxe et de la Thuringe doit cesser » (Maretsky, député populiste — de la grande Coalition — dans le *Tag*). Contre un mouvement révolutionnaire, sciemment provoqué par le général Müller, le front uni des fascistes de toute nuance, bavarois, séparatistes, pangermanistes et autres, de la Reichswehr et du gouvernement démocratique et social-démocrate se réaliserait instantanément. On voit l'étendue du péril et de la grednerie des citoyens ministres Schmidt, Hilferding, Sollmann, Radbruch qui préparent sciemment la répression du mouvement ouvrier de Saxe et de Thuringe par les méthodes de Noske — dussent-ils se faire pendre après par Ludendorff.

Ils croient sans doute avoir plus de chance encore d'être pendus si une révolution socialiste triomphait en Allemagne centrale.

Bien au-dessus du dollar

Nous payons, depuis quelques jours, les journaux 5 millions, le chemin de fer de banlieue (3^e classe) et les communications urbaines 4,5 millions, une lettre pour l'étranger 6 millions et le reste à l'avenant. Cela met, avec un change du dollar qui a varié ces jours derniers entre 160 et 200 millions, le journal à 40, 50 ou 60 centimes français le numéro, le tramway *idem*, le reste à l'avenant.

Le *Montag Morgen* publie à ce propos un curieux diagramme de la hausse des prix et de celle du dollar. Le 6 août, la hausse des prix était à peu près proportionnée à celle du dollar. A partir du 20 août, la cherté de la vie dépassait sensiblement la hausse du dollar. La différence entre eux était, l'un et l'autre étant désignés par 100, le 1^{er} août, de : dollar 509, cherté de la vie 1.567. Le 17 septembre la différence s'accroît encore : dollar 1.210, cherté de la vie 1.931. Le 24 septembre la cherté de la vie équivaut à plus du double de la hausse du change : dollar 13.364, index de cherté 39.200.

La vie est plus chère à Berlin qu'à New-York et

qu'à Paris. Et l'on paye toujours l'ouvrier allemand en marks-papier ! La dictature de l'armée réactionnaire s'imposait vraiment — surtout aux ministres socialistes !

Et les Libertaires ?

Un camarade sud-américain me demande :

« Quel rôle, crois-tu, joueront les libertaires dans la révolution qui vient en Allemagne ? »

— Quel rôle ? Mais apparemment aucun. Aucun. Ils n'existent guère. On ne voit que bien rarement un placard libertaire. Jamais, dans aucune manifestation, dans aucune circonstance, je n'ai vu vendre ni distribuer, à Berlin ou ailleurs, une feuille libertaire.

Deux ou trois petits organes libertaires (le *Freie Arbeiter*, le *Syndikalist*) paraissent cependant en Allemagne, à peu près introuvables pour le curieux, tout à fait inconnus des masses. Les leaders des quelques syndicats « syndicalistes » épars çà et là, prétendent être suivis de cent mille syndiqués qui doivent bien se subdiviser en une demi-douzaine de tendances plus ou moins végétariennes, naturistes ou tolstoïstes... Or l'Allemagne a plus de 20 millions de prolétaires dont 13 millions environ sont organisés.

L'Allemagne ouvrière est sur le seuil de la Révolution. Le moment est venu pour les révolutionnaires qui ont à offrir aux masses en marche vers des luttes décisives quelque chose de plus que de vieilles formules redondantes, de confronter leurs doctrines avec la vie même, c'est-à-dire avec les réalités de la lutte des classes. Le moment serait venu pour les libertaires d'Allemagne — s'ils existaient en tant que révolutionnaires — d'affirmer leur programme de réalisation, leur tactique, leur enseignement, de montrer les voies. Comment faire la révolution ? Comment écraser le fascisme ? Comment donner du pain aux cités industrielles ? Comment... *ne pas* fonder demain un Etat prolétarien, *ne pas* créer dès aujourd'hui une armée rouge ?

Ils se taisent. Ou s'ils murmurent, c'est si bas, si piètrement, que nul ne les entend. Ils n'existent pas.

La grande offensive contre les 8 heures

Depuis trois jours la crise ministérielle était dans l'air. Le chancelier Stresemann a fini par démissionner hier soir (3 octobre), mais a été chargé, par le président Ebert de constituer le nouveau ministère. La crise annoncée par les organes nationalistes avec 72 heures d'avance et démentie à ce moment par toute la presse de la grande coalition s'est précisée quand M. Scholz, président de la fraction parlementaire du Parti Populaire allemand (*Deutsche Volkspartei*) à la tête duquel il remplace le chancelier actuel, a présenté les trois revendications de la majorité de son groupe, tout à fait inacceptables pour la socialdémocratie : 1° élargissement de la grande coalition qui devrait comprendre désormais les nationaux allemands (l'extrême droite) ; 2° suppression de la journée de 8 heures ; 3° démission des ministres socialistes Hilferding et Radbruch. M. Scholz exigeait en outre que l'on évitât un conflit entre la Bavière et le Reich.

Souffletés ainsi par le puissant parti industriel de la grande coalition, les socialdémocrates se sont montrés aussi conciliants que possible. Hier soir, mercredi, on annonçait la solution de la crise, la socialdémocratie consentant à des mesures dicta-

toriales pour le relèvement de la production et à la « formule élastique du ministre Brauns » sur la journée de 8 heures.

Pour n'être pas chassés du pouvoir, les socialdémocrates consentaient en d'autres termes au vote d'une *loi de pleins pouvoirs* qui donnera au gouvernement le droit d'exercer une sorte de dictature sur le travail ; à la suppression, à peine masquée d'un mot équivoque, de la journée de 8 heures ; à laisser le pouvoir à la Reichswehr contre-révolutionnaire et à éviter un conflit avec la Bavière en armes qui prépare au grand jour sa grande offensive militaire contre l'Allemagne prolétarienne.

Ce n'était pas assez. Au dernier moment les partis bourgeois ont fait un nouvel effort pour débarquer du gouvernement la socialdémocratie. Et les choses en sont là.

Situation claire. M. Cuno est tombé, chassé par la grève générale, au moment où une vague de grèves et d'émeutes déferlant sur toute l'Allemagne, faisait trembler la bourgeoisie. La bourgeoisie dut appeler les socialdémocrates au secours : sans eux son sauvetage devenait problématique. En toute hâte elle vota, dans une mémorable séance d'anxiété du Reichstag, des impôts sur les classes possédantes, les impôts de la peur. — Depuis, sa situation intérieure s'est améliorée. Avec la complicité des socialdémocrates elle a capitulé devant M. Poincaré et institué à l'intérieur la dictature des généraux. Les impôts de la peur, elle ne veut pas les payer. Les socialdémocrates l'ont tirée du mauvais pas, ils la gênent désormais. Armée du pouvoir dictatorial de ses généraux, elle voudrait imposer au travail le nouvel effort indispensable à la reconstruction de l'Allemagne capitaliste. Les socialistes à la porte et un bon coup de barre à droite !

Les socialdémocrates de gouvernement sont bien plats, mais ne peuvent reculer au-delà d'une certaine limite sans achever de se déshonorer aux yeux des masses de leur propre parti. D'autre part, le traitement que la dictature Gessler-von Kahr leur fait subir en Bavière les éclaire sur ce qui les attend après une capitulation complète. Or, la *loi des pleins pouvoirs économiques et financiers* dont les partis bourgeois ont besoin et qu'ils voudraient appliquer contre les travailleurs, avec le concours de la Reichswehr, sans le contrôle même formel de ministres socialdémocrates, doit être votée par les deux tiers du Reichstag. Ce qui fait que sans les voix socialdémocrates elle ne peut passer en aucun cas. Ou les partis bourgeois s'entendront avec la socialdémocratie prête à toutes les complaisances ou le Reichstag sera dissous et les partis bourgeois, la dictature militaire, les bandes fascistes nationalistes, tenteront, probablement, d'imposer leur volonté à la classe ouvrière par des moyens extra-légaux.

Custrin

L'incident de Custrin montre à quel degré d'exaltation en sont arrivés certains éléments de la contre-révolution. Le major de Buchrucker, leader des anciens combattants du *Casque d'Acier* — la plus forte association fasciste de l'Allemagne centrale — a tenté dans la nuit du 1^{er} octobre de s'emparer de la forteresse et de la ville de Custrin. Pourquoi faire, grand Dieu ? Le valeureux major s'imaginait, sans doute, donner à toute l'Allemagne le signal de la délivrance nationale, en d'autres termes de la guerre civile contre le prolétariat. (On dit, selon l'expression de M. von

Kahr et de Hitler, la guerre au marxisme et aux juifs ; on évite d'employer le mot socialisme dont Hitler fait usage, dans la propagande démagogique du Parti National-Socialiste.) Il fut suivi par plusieurs centaines d'hommes. La Reichswehr n'eut pas de peine à rétablir l'ordre (un tué). De nombreuses arrestations ont été opérées, mais les gens du Casque d'Acier ont pu se retirer sans être inquiétés.

Détail remarquable. Le premier communiqué officiel publié à Berlin sur l'échauffourée de Custrin, parlait d'une émeute *national-communiste*. Ce mensonge officiel portait la marque de fabrique du *Vorwaerts*. Il parut dans les journaux, en même temps qu'une ordonnance de M. Gessler, interdisant de publier sur de semblables événements autre chose que des informations officielles. Pour éviter la propagation de fausses nouvelles...

Désormais, les mensonges officiels seront seuls publiés.

La réaction profite de l'état de siège et largement

A Munich, von Kahr, imitant d'ailleurs le général Muller, qui gouverne la Saxe rouge, interdit les grèves et menace de punir les sabotages de la peine de mort. En Saxe le général Muller supprime les journaux communistes, le *Kampfer* de Chemnitz et le *Volksblatt* de Gotha. La Reichswehr se concentre aux environs de Berlin. On nous assure que 2.000 mitrailleuses sont arrivées à Spandau — à 30 minutes de la capitale — et que la contre-révolution compte sur plus de 50.000 hommes armés à Berlin et dans les environs (chiffre donné par le *Klassenkampf*).

La crise ministérielle et la campagne de presse, à la tête de laquelle se signalent la *Gazette de Cologne* et le grand organe de Stinnes, *Allgemeine Zeitung*, attestent que l'offensive actuelle de la bourgeoisie a des buts avant tout économiques. Son but le plus immédiat est l'abrogation de la journée de 8 heures. Il est suggestif de constater que la réaction allemande est sur ce point absolument d'accord avec la bourgeoisie française. Il y a des mois que le *Temps* poursuit sa campagne pour la prolongation de la journée de travail en Allemagne — et en France aussi ! Tandis que M. Scholtz présentait son ultimatum aux ministres social-démocrates, le général Degoutte faisait connaître à Dusseldorf les conditions posées par les autorités françaises pour la reprise du travail. Et ce sont : l'abrogation de la loi sur les comités d'usines, la journée de 10 heures, etc.

Stinnes, Scholz, Ludendorff, Degoutte, Primo di Rivera : comme ils sont d'accord !

La Social-démocratie jugée par les alliés

Il est curieux de voir comment la social-démocratie est jugée par la brave bourgeoisie allemande à laquelle elle a rendu, il y a un mois un service pourtant appréciable. Il y a quelques jours, la *Deutsche Allgemeine Zeitung* publiait sous la signature d'*Odysseus* un article piquant, intitulé : *l'Allemagne et la Révolution mondiale*. Nous en découpons ces lignes :

« Dès que l'Allemagne fut une des nations dominantes du monde, l'idée de la révolution lui resta suspecte et répugna à sa bourgeoisie. Celle-ci laissa le principe révolutionnaire à la social-démocratie qui, représentant les classes montantes sut fort bien l'exploiter. Mais depuis que la social-

démocratie a cessé d'être un Parti Socialiste et n'est plus qu'un ramassis de petits bourgeois remplis de crainte et d'espérance, elle a perdu l'idée de la révolution salvatrice et cette idée, cet élément vivifiant, n'existe plus en Allemagne. Lorsque l'auteur de ces lignes chercha à représenter la guerre comme un bouleversement révolutionnaire mondial et à tirer de ce fait des conclusions pratiques pour la politique allemande, il se heurta à l'incompréhension complète des social-démocrates. La social-démocratie s'était déjà détournée de la conception révolutionnaire dialectique de l'histoire et ne rêvait que pacifisme...

« ...Ainsi ce grand Parti, en entrant en 1918 au gouvernement ne pouvait plus rien ajouter de précieux ni d'original à la vie spirituelle politique de la bourgeoisie allemande. Que l'on se souvienne de l'amère déception de la bourgeoisie allemande après 1918 devant l'impuissance de la social-démocratie dans tous les domaines. On ne la connaissait pas. On attendait d'elle qu'elle apportât des forces neuves... ce dont l'Allemagne avait tant besoin : une conception révolutionnaire hardie de l'histoire mondiale qui conclut de la misère d'aujourd'hui à un mieux de demain... »

Quand il a fallu l'être, la bourgeoisie a su être révolutionnaire. Aujourd'hui encore, pour maintenir sa domination, pour mater le prolétariat, elle n'hésite pas à faire peau neuve, à jeter aux orties la défroque démocratique, à instituer des dictatures, à ériger en principe l'emploi quotidien de la violence de classe. Elle a raison de mépriser le socialisme dégénéré qui lui a fait peur d'abord, en qui elle a cru trouver son maître et qui s'est mis au moment décisif à plat ventre devant elle.

A l'égard des communistes, elle tient un autre langage : « Le marxisme est l'ennemi mortel de la culture allemande », a dit M. von Kahr.

Les rumeurs de Berlin annoncent depuis une semaine un coup de force nationaliste qui devait se produire avant-hier, qui doit maintenant se produire vendredi 5... A part cette attente d'une action soudaine des éléments de droite, l'état de siège ne se remarque guère. Le général von Horn n'a pas osé ajouter aux brimades ordinaires que le gouvernement fait subir aux travailleurs allemands. Mais n'est-il pas significatif que jamais on n'a tant parlé d'un coup de force réactionnaire que depuis que M. Gessler défient tout le pouvoir politique ?

Des petites affiches officielles prohibent la vente ou la diffusion des organes communistes : *Rote Kampfer*, *Arbeiterfaust* (*Le Combattant Rouge*, *Le Poing Ouvrier*). N'empêche que ce matin le Berlinois peut lire le *Klassenkampf* (*La Lutte des Classes*). Ainsi chaque jour, malgré la suppression de la *Rote Fahne*, le Parti Communiste fait paraître une nouvelle feuille, tantôt improvisée extra-légalement sur place, tantôt imprimée en province. Des poursuites sont ordonnées contre les auteurs et propagateurs de feuilles volantes communistes polycopiées à la main et distribuées dans les usines. Comme sous l'ancien régime russe !

De nombreuses familles juives de Berlin ont reçu cette semaine des lettres de menace, signées d'« une Ligue antisémite », leur annonçant un prochain massacre de juifs, au cours duquel « les enfants mêmes ne seront pas épargnés ». Il y a donc des gens qui pensent sauver ainsi le capitalisme allemand !

...M. Léon Daudet préconise les mêmes méthodes pour régénérer le capitalisme français.

R. ALBERT.

Les Mineurs de la Ruhr et la résistance passive ⁽¹⁾

La résistance passive, proclamée en son temps par le gouvernement Cuno et accueillie par la bourgeoisie allemande avec un enthousiasme « national » ostensible, ne pouvait avoir de suites efficaces. Une résistance réellement passive à l'impérialisme armé ne peut être qu'un geste héroïque sans signification réelle. Les rois du charbon et du fer sont des hommes d'affaires trop avisés pour sacrifier leurs intérêts par pur patriotisme. Ils prirent la *résistance passive* tellement au sérieux qu'ils laissèrent tomber aux mains des troupes françaises d'occupation les stocks de charbon dont les mineurs demandaient la distribution aux invalides, aux veuves, aux pensionnés, aux établissements de prévoyance sociale. Les privations imposées aux mineurs furent considérées comme « un sacrifice national ». — Ceux qui, depuis des années, extrayaient des profondeurs du sol le diamant noir, n'eurent pas un morceau de charbon pour faire cuire la soupe à la maison. Le gouvernement allemand n'a rien fait pour procurer aux mineurs le charbon, partie intégrante de leur salaire. En bien des endroits, dans la Ruhr, les propriétaires des mines ont, profitant du chômage, fait divers travaux d'amélioration des installations. Ainsi ont été utilisés les milliards de marks d'« indemnité de salaires » accordés aux industriels par le gouvernement du Reich pour subventionner la résistance passive. D'autres milliards ont fondu dans la gueule des requins industriels de Rhéno-Westphalie. Ces « secours en crédits » ou « secours à la Ruhr » n'ont pas servi à payer aux mineurs des salaires à peu près acceptables, mais à précipiter la chute du mark par des spéculations de devises. Les industriels rhénans, à la tête de la résistance passive, n'ont donc été que des exploiters débrouillards et complètement dépourvus de scrupules.

Nul ouvrier allemand n'a vu ces derniers mois son salaire diminuer autant que celui du mineur de la Ruhr. En divers endroits, les chômeurs ont touché des allocations de chômage supérieures aux salaires de ces mineurs au début de septembre, et l'on sait que les allocations de chômage sont infimes en Allemagne. Les maîtres du charbon, enrichis encore par la résistance passive, refusent aux mineurs les modiques salaires auxquels ils ont droit, parce que les grandes masses des travailleurs du sous-sol, prenant au sérieux la résistance passive, en font une réalité. Devant cette résistance, tout autre que la leur, il arrive que les propriétaires des mines prennent des résolutions désespérées, ferment des entreprises entières et laissent noyer des mines. La mine de Hagenbeck aurait été inondée si les travailleurs ne l'avaient pas sauvée ; les patrons avaient fait retirer les chevaux et arrêter les pompes.

Le gouvernement, qui a ordonné la résistance passive, prend naturellement le parti du patronat, qui, après en avoir profité, veut la briser. Ce ne sont pas les magnats saboteurs des biens nation-

naux que l'on arrête et auxquels on demande des comptes ; c'est contre les mineurs que l'on entreprend de sanglantes mesures de répression lorsque, poussés par la faim, ils descendent dans la rue et commencent la réquisition des vivres. Quand, dans les premiers jours de septembre, les mineurs lock-outés, auxquels on ne voulait payer ni salaires ni secours — 60 à 80 millions de marks par travailleur pour la première semaine du mois — manifestèrent à Essen, la police intervint contre eux avec la dernière brutalité.

La résistance passive n'apporte plus le profit que pourrait réaliser le travail sous le contrôle français de mines dont on vient d'améliorer l'outillage pour le plus haut degré de production. Les crédits de la résistance passive, par lesquels on pouvait s'engraisser encore, tarissent. Les généraux français confisquent milliards après milliards en papier-monnaie nouvellement imprimé. L'impôt, dans le cadre de la « patrie allemande », semble aux possesseurs des mines plus menaçant qu'un pacte Stinnes-Schneider, même si le capital français possédait la majorité des actions. Et les rats capitalistes quittent le navire allemand sur le point de couler. A présent, le nouveau mot d'ordre est : A bas la fainéantise appelée « résistance passive » ; la production seule peut nous sauver ! (1)

Et c'est le point essentiel sur lequel les rois du charbon allemands se rencontrent — dans la Ruhr plus qu'ailleurs — avec les impérialistes français. La surproduction est l'essentiel aussi bien pour les généraux français que pour MM. Loucheur, Schneider et de Wendel. Les masses du prolétariat de la Ruhr s'en rendent compte de plus en plus par la grande leçon de choses qu'est la résistance passive.

Mais récapitulons-en les étapes.

Tant que les mineurs ont fait grève pour des directeurs arrêtés, ils étaient des héros nationaux. Quand ils ont lutté pour plus de pain, ils ont été des traîtres à la patrie. Des « patriotes » de l'académie de M. Lutterbeck se sont adressés à l'ennemi en le priant de prêter aux autorités allemandes des baïonnettes françaises. Maintenant que les mineurs veulent la continuation efficace de la résistance passive, malgré la grande industrie prête à s'entendre contre le travail avec l'exploitation étrangère, on les jette sur le pavé — et la nouvelle police bleue, dûment reconnue par les généraux français et appuyée par les mitrailleuses françaises, s'appête à leur donner du plomb...

La presse de Stinnes ne découvre pas le jeu du grand capital. Formellement, la « résistance » allemande continue, même du côté patronal. Le but est de faire faire par les ouvriers affamés les premiers pas vers le Syndicat du charbon français. Les rois des mines auraient alors l'alibi désiré et pourraient s'unir comme ils le souhaitent aux

(1) Voilà qui éclaire singulièrement la récente démarche accomplie auprès du général Degoutte par Stinnes et quelques-uns de ses compères ! (Note du Bulletin.)

(1) Écrit par un camarade de la Ruhr quelques jours avant la fin de la résistance passive.

capitalistes français. Nous savons que quelques égarés se sont adressés au Syndicat — patronat — du charbon français, le priant de les soutenir contre la brutalité du patronat minier allemand et de donner des vivres aux affamés. Ils ont été promptement guéris de leur erreur. On leur a répondu : « Travaillez d'abord pendant quatre semaines ! revenez ensuite, et nous verrons si nous avons du pain pour vous ! » Les rois allemands du charbon et les généraux français demandent clairement la même chose : « Cessation sans condition de la vraie résistance passive, celle des ouvriers ; soumission complète des ouvriers et reprise de la production entière ! »

Une des conditions essentielles des impérialistes français est, nul ne l'ignore, la suppression immédiate des conseils d'usines dans les mines travaillant pour le syndicat français du charbon. Les dirigeants français, d'accord là aussi avec les magnats du charbon allemands, comptent annuler tout de suite, dès leur victoire dans la Ruhr, les conquêtes de la révolution allemande de novembre 1918. Dans le même sens est conçu un décret des autorités françaises d'après lequel le syndicat français du charbon a décidé de refuser en principe aux mineurs les parts de charbon qu'ils touchaient auparavant pour leurs besoins personnels, le rendement de la production étant en général insuffisant.

Les mineurs de la Ruhr n'ont donc rien à at-

tendre ni du patronat allemand, ni des généraux et du patronat français. Dès que leurs ennemis de classe — français et allemands — s'entendront — ce qui est certain à présent — ce sera pour former un front antiouvrier hérissé de baïonnettes franco-allemandes.

Déjà, les charges résultant du traité de Versailles et de la ruine économique ont été imposées au prolétariat ; les frais de la résistance passive et de la guerre de la Ruhr s'y ajouteront bientôt. Les mineurs de la Ruhr, qui ont à supporter le coup le plus rude, ne pensent pas à abandonner la résistance sous de telles conditions. Ils l'intensifieront au contraire, par tous les moyens possibles, jusqu'à la lutte de classes ; le point d'attaque ne sera plus exclusivement l'impérialisme français, mais la coalition exploitatrice franco-allemande. La résistance passive qui a eu dès le début une teneur différente pour les mineurs de la Ruhr et pour la bourgeoisie allemande — quoiqu'il y ait eu nécessairement des points de contact extérieurs entre les deux classes ennemies — aboutit, dépouillée enfin de ses apparences bourgeoises-nationales, à l'action révolutionnaire, prolétarienne, internationale. Et l'unique appui qu'ils puissent espérer les mineurs de la Ruhr doit leur venir de l'action révolutionnaire de toute la classe ouvrière allemande et de l'intervention, dans les luttes à venir, du prolétariat français.

Peter MASLOWSKI.

Le Parti Communiste d'Allemagne au Peuple travailleur !

La censure de la grande coalition (édition revue et expurgée) fait que nous sommes assez mal renseignés sur l'action spécifiquement communiste. Nous possédons toutefois le manifeste suivant, qui a été lancé le 27 septembre, au moment où le gouvernement cessait la résistance passive, par le Parti Communiste allemand au peuple travailleur. Il contient, de la situation, à la date du 17 septembre, un exposé lapidaire.

Ouvriers, Employés, Fonctionnaires, Travailleurs des campagnes !

Le gouvernement Stresemann-Hilferding vient de capituler devant Poincaré. Il cesse la résistance passive. C'est, en dépit de toutes ses promesses, la soumission complète à l'impérialisme français. L'Allemagne se place sous la tutelle ennemie, devient une colonie. C'est, en perspective, une aggravation certaine de l'oppression et de la spoliation du peuple allemand. Les salaires, les pensions, les allocations de chômage seront diminués, la faim grandira. La journée de travail sera prolongée, le chômage prendra les proportions les plus menaçantes.

Il faut d'abord mater la classe ouvrière.

Les gouvernements capitalistes et les grands exploitateurs du peuple allemand, les Stinnes, Krupp et Cie,

leurs généraux, leurs reîtres, leurs fascistes assassins d'ouvriers le savent.

Les gens de l'Union rhénane, traîtres à la nation, les profiteurs de la Ruhr, les alliés du militarisme français sont en train de séparer la Rhénanie du Reich. Le démembrement de l'Allemagne commence.

A Munich, Hitler sonne le branle-bas de combat. Il aspire à la conquête de l'Allemagne. L'assaut doit commencer par la Saxe et la Thuringe. Des bandes fascistes se rassemblent autour de Berlin. On les mobilise dans les provinces.

Le gouvernement Knilling a proclamé l'état de siège en Bavière.

Von Kahr, un héros du putsch de Kapp, ennemi avéré de l'unité du Reich, est en marche.

Ebert, Gessler, von Seeckt ont saisi ce prétexte pour mettre toute l'Allemagne en état de siège. Gessler, ministre de la Reichswehr a, de concert avec le général von Seeckt, équipé les bandes armées illégales du gros capital et mobilise une Reichswehr noire.

Avant son entrée dans la grande coalition, la social-démocratie exigeait la démission de ce ministre de réaction. Le président social-démocrate du Reich, Ebert, vient de lui conférer des pleins-pouvoirs dictatoriaux. Tous les droits politiques, toutes les garanties constitutionnelles sont abolis, le sabre est tout.

Justice sommaire, peine de mort !

Qui est visé par ces menaces ? Contre qui ces armements ? Contre les traîtres qui fondent une République rhénane ? Ni Ebert ni Stresemann ne peuvent les approcher : Ils sont sous la protection des armes fran-

caises. Contre les fascistes et le gouvernement fasciste en Bavière qui préparent la guerre civile et le démembrement de l'Allemagne ? La grande coalition fait leur jeu.

Non, contre la classe ouvrière !
Contre la Saxe et la Thuringe !

Par la répression du mouvement des Comités d'Usines, par la persécution et l'interdiction de la presse communiste, par les arrestations de militants communistes, par les fusillades d'affamés, le gouvernement de la Grande Coalition a préparé cette action contre le prolétariat allemand.

Les ennemis du prolétariat s'efforcent maintenant de diviser la classe ouvrière et de la provoquer pour la battre plus facilement et établir L'AUTOCRATIE DU GROS CAPITAL.

Dans les batailles prochaines qui seront plus grandes qu'aucune de celles que la classe ouvrière allemande a déjà livrées, les travailleurs ont besoin d'une fermeté absolue, d'une inébranlable et indéfectible volonté d'action.

Où en est le Parti social-démocrate unifié ?

Ses chefs de droite, vieux banquieriers politiques qui ont abusé de la confiance de leurs camarades, assistent avec sérénité aux préparatifs faits pour asservir le prolétariat. Ce sont les plus coupables à l'égard du prolétariat.

Ebert, complice de Noske, ennemi des gouvernements socialistes de la Saxe et de la Thuringe, a protégé Gessler contre son propre Parti et fait de lui le dictateur.

Hilferding prépare la « crise d'assainissement » en créant une valuta-or pour les riches et cherche à sauver les finances du Reich en diminuant les allocations aux sans-travail et les pensions, en abolissant la journée de huit heures.

Sleinann, qui a débuté par l'interdiction de la *Rote Fahne* et la répression du mouvement des Comités d'Usines, mobilise toute sa police contre les ouvriers. Nationaliste noir-jaune-rouge, il travaille à soumettre les travailleurs allemands à l'impérialisme français.

Radbruch organise la justice de classe contre la classe ouvrière.

Tous ces socialistes de gouvernement agissent en plein accord avec la direction de leur Parti, forment, continuant leurs anciennes trahisons, le front uni avec les gros capitalistes, les chefs militaires de la Reichswehr, les fascistes. Le Comité Central du Parti Communiste d'Allemagne a adressé le 24 septembre 1923 à toutes les organisations dirigeantes du Parti social-démocrate unifié, du Parti social-démocrate indépendant (1) et des différentes confédérations syndicales, un appel les conviant à l'action commune contre le danger commun. Le P. S. U. et les chefs syndicaux nous ayant opposé un refus, ont proclamé avec la bourgeoisie l'état de siège contre la classe ouvrière. Ils comptent non sur le prolétariat, mais sur les officiers réactionnaires et monarchistes, sur la Reichswehr noire, sur les associations contre-révolutionnaires !

Les leaders de la gauche social-démocrate prétendent connaître le Janger. Ils manquent de résolution. Ils attendent. Attendent-ils qu'ils soit trop tard ?

Nous savons que les masses ouvrières social-démocrates veulent agir de concert avec nous et avec toute la classe ouvrière révolutionnaire.

La formation d'un front prolétarien inébranlable s'impose tout de suite. Dans les fabriques et les usines, partout, sans distinction, les travailleurs doivent s'unir pour la résistance. Front uni des syndicats et des partis ouvriers ! Action des Comités d'Usines. Création de Commissions de Résistance pour organiser la grève générale dans toute l'Allemagne, réponse décisive à toute attaque contre le prolétariat.

Travailleurs veillez ! Ne tolérez pas que l'on vous frappe, divisés, les uns après les autres, dans des luttes partielles.

(1) Le petit parti de Ledebour.

Résolument unis, les 14 millions d'ouvriers allemands viendront aisément à bout de leur demi-million d'ennemis. Leur victoire sera certaine.

Camarades ouvriers ! La bataille, si elle s'engage, sera longue et difficile. Vous tiendrez jusqu'au bout, avec volonté, avec enthousiasme, avec abnégation. Il y va de votre vie et de celle des vôtres. Il y va de tout. Il y va du sort du prolétariat international.

Contre les fascistes !

Contre la grande coalition des forbans capitalistes !

Contre l'état de siège et la dictature militaire !

Pour l'armement des ouvriers !

Pour le gouvernement ouvrier et paysan !

Pour que les riches paient les réparations !

Pour la grève générale de masses !

Pour l'action !

Unissez toutes vos énergies.

Berlin, le 27 septembre 1923.

Le Comité Central du Parti Communiste d'Allemagne.
(Section de l'Internationale Communiste.)



L'EQUILIBRE ALLEMAND

Dessin de Boris Efimov.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro la suite de l'article de ENGELS : Critique de l'Economie politique, ainsi qu'un article de WALTON-NEWBOLD, extrait d'une étude parue dans le dernier numéro de l'Internationale Communiste.

Dans la Social-Démocratie Allemande

L'article de Bartz, celui de Neumann et celui de Ludwig ont été écrits un peu avant la capitulation du cabinet Stresemann-Hilferding et la crise qui s'en est suivie. Les événements vont d'un tel pas en Allemagne que, si récents soient-ils, l'appréciation qu'on en donne est toujours en retard d'un jour, d'une heure, d'une minute... Les articles suivants n'en conservent pas moins une grande signification. La crise où a failli sombrer, la semaine passée, la « grande coalition » et dont la social-démocratie sort moralement amoindrie, ayant

sacrifié jusqu'à Hilferding lui-même à sa politique de collaboration quand même, cette crise ne fait que renforcer, d'un argument supplémentaire, la thèse de notre camarade Bartz — que les chefs social-démocrates sont les chiens de garde de la bourgeoisie allemande. Et nous sommes en droit d'espérer qu'elle contribuera, d'autre part, à enhardir cette social-démocratie de gauche, sur laquelle l'article de Neumann nous apporte d'utiles notions et à la pousser toujours plus à gauche, toujours plus près du communisme.

La Social-Démocratie en 1918 et en 1923

Hegel observe quelque part que les grands faits de l'histoire mondiale arrivent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. — Karl Marx.

Le fait est que nous avons déjà vu ce que nous vivons aujourd'hui en Allemagne — avec quelques variantes, avec d'autres personnages, d'autres costumes peut-être, mais avec la même fin de conservation à tout prix du capitalisme.

En 1918, la social-démocratie allemande recueillait l'héritage désolant de l'union sacrée du temps de guerre. Elle ne combattait plus contre les partis bourgeois et l'économie capitaliste prospérant pendant la guerre pouvait empiéter largement sur les intérêts du prolétariat sans avoir à redouter la moindre critique de la part de ceux qui, naguère, représentaient le socialisme intransigeant. Où la critique osait faire entendre sa voix, contre l'idéologie d'union sacrée, la censure la faisait taire avec l'approbation assurée de la social-démocratie.

Ce qui se passa au lendemain de la révolution du 9 novembre ne fut que la continuation logique de la politique de guerre de la social-démocratie : l'union sacrée fut maintenue.

Rappelons-nous le Golgotha que Judas-Noske et Pilate-Scheidemann firent gravir au prolétariat révolutionnaire allemand depuis l'hiver 1918 jusqu'à mars 1919 ! La statistique de cette époque de terreur blanche inscrit, en chiffres de sang, un nombre atroce. La social-démocratie triompha dans le sang des meilleurs : Karl et Rosa, Léo Joguichés. Toute la responsabilité de l'étouffement de la première révolution prolétarienne d'Allemagne lui incombe. Des organes de presse réactionnaire louèrent à bon droit son intelligence des nécessités... capitalistes. Les faits actuels permettent de porter un jugement définitif sur sa « stratégie révolutionnaire ».

Voici que l'histoire de 1918 se répète en 1923 !

Le gouvernement de coalition Wirth, reconnaissant sous l'impression de l'assassinat de Rathenau que « l'ennemi est à droite », paie cette hardiesse de son existence (novembre 1922). La social-démocratie cède les fauteuils ministériels au cabinet purement bourgeois de M. Cuno qui, dans la question politique essentielle — celle des réparations — se place sur le terrain même de la dernière note du cabinet de coalition Wirth... M. Cuno, représentant qualifié de la grande bourgeoisie, jouit jusqu'à sa chute de l'appui et de la confiance du Parti social-démocrate unifié, qui, le 9 août dernier, voulait encore soutenir le cabinet Cuno failli et déshonoré...

Répetons-le : la base de la politique de réparations de Cuno était dans la dernière note du gouvernement de coalition bourgeois-social-démocrate Wirth. L'occupation de la Ruhr est en Allemagne le triomphe de l'usure et de la haute spéculation financière. Tandis que la population pauvre succombe sous le faix des impôts, voyant chaque jour de plus près la famine, pour les capitalistes les crédits affectés à la résistance passive constituent une merveilleuse aubaine. La chute imprévue du mark entraîne un renchérissement fantastique de la vie. Les augmentations de salaires ne sont concédées qu'avec de sensibles retards et les nouveaux salaires ne peuvent, souvent, pas être payés faute de papier-monnaie. Les agrariens et le grand commerce sabotent délibérément le ravitaillement des pauvres qu'ils ne trouvent plus assez avantageux. La réaction, bien retranchée, ne dissimule pas ses projets. La libération subreptice d'Ehrhardt souligne par surcroît ce péril.

L'atmosphère se charge tellement d'électricité que l'orage devient imminent. La classe ouvrière dans son ensemble, à laquelle s'ajoutent de larges couches de la petite bourgeoisie prolétarisée, ne voit pas d'autre issue que la dissolution du Reichstag et la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan...

La convocation hâtive du Reichstag ne diminue pas l'irritation des masses. M. Cuno parle d'un

ton provocant et reste. Presque tous les journaux sont remplis d'allusions aux journées de novembre 1918. Des députations ouvrières, venues de tous les points du Reich, assaillent le Reichstag jusqu'au moment où le président social-démocrate Loebe leur consigne la porte. La grève générale, partie de Berlin, gagne de proche en proche et fait passer sur l'Allemagne entière un souffle de révolution.

C'est alors que la social-démocratie se souvient de sa mission, se remet à la disposition du capitalisme, s'associe de nouveau aux représentants de la grosse industrie, malgré les protestations qui s'élèvent dans ses propres rangs. Et si un Noske, non moins social-démocrate que l'inoubliable assassin de 1918, n'exerce pas encore son sanglant métier, c'est d'abord que le prétexte fait défaut — et ensuite que les Severing et les Sollmann croient suffire à la besogne en dissolvant les comités d'usines, en arrêtant les militants, en brimant et muselant la presse communiste.

La bourgeoisie allemande trouverait malaisément de meilleurs chiens de garde.

La grande coalition apparaît à M. Stresemann lui-même — il l'a assez dit — comme la « dernière réserve de la bourgeoisie ». Elle sait bien ce qu'elle attend de ses social-démocrates de gouvernement. Les citoyens Sollmann, Hilferding, Schmidt et Radbruch savent aussi le service qu'ils ont à rendre une fois encore à la classe des exploités. Ils perdent seulement de vue qu'on n'est plus en 1918 ! En 1918, le prolétariat allemand était divisé ; il est aujourd'hui de plus en plus uni et unanime. Un abîme sépare aujourd'hui les dirigeants de la social-démocratie unifiée des masses de leur propre parti et des syndicats. En 1918, le Parti communiste n'était qu'une petite poignée de révolutionnaires résolus ; c'est aujourd'hui le parti du prolétariat.

La Grande Coalition est donc en face d'un puissant facteur révolutionnaire. L'unanimité des masses ouvrières d'Allemagne vouent à l'échec toutes les tentatives de sauvetage du capitalisme. La pire brutalité n'y fera rien.

Wilhelm BARTZ.

La gauche de la Social-Démocratie

La crise de la social-démocratie allemande est un des faits politiques dominants, à la veille des prochaines luttes pour le pouvoir. L'influence réformiste, forte encore, est la dernière arme du gros capital allemand. L'obstacle au front uni prolétarien, le sabotage des luttes décisives font plus de mal à la classe ouvrière que le fascisme, qui pourrait être assez rapidement vaincu par un prolétariat uni sous l'égide du Parti communiste. Aussi le sort de la social-démocratie est-il le sort de la République Ebert, et la crise de la social-démocratie, la crise de la République Ebert.

La différenciation entre les masses ouvrières social-démocrates et leurs chefs contre-révolutionnaires fait de rapides progrès. On aperçoit aujourd'hui quatre tendances dans la social-démocratie unifiée. La droite (Ebert, Hermann Müller, Severing, Wels) a été battue dans les plus grandes organisations mais dirige encore la politique essentielle du parti. L'opposition centriste des anciens leaders « indépendants » s'élève contre eux, dirigée par Crispian, Dittmann, Hertz. Une gauche se cristallise enfin dont les chefs ont un passé bien différent. A côté d'éternels hésitants tels que Kurt Rosenfeld, on y voit le déserteur du communisme Paul Levi. S'y joignent des « socialistes de novembre 18 » nouvellement surgis, comme le président du conseil de la Saxe, Zeigner. La « gauche » se distingue fort peu du centre, lequel accepte toute opposition générale contre les socialistes de droite.

Situons à part un quatrième groupe auquel font défaut les noms connus, mais dont les adhérents appartiennent, dans certains districts industriels comme à Plauen-Zwickau, aux milieux les plus révolutionnaires de la classe ouvrière allemande. Cette gauche-là fait preuve d'une grande énergie ; elle est mûre pour l'action commune avec les communistes. Comme elle est encore faible numériquement et d'ailleurs étrangère aux origines du parti, son rôle est limité.

Le Parti Communiste ne se fait pas d'illusions sur les leaders de l'opposition de gauche bien in-

tionnés — tels M. Zeigner — mais tellement irrésolus qu'ils ne dépassent guère les limites de la vieille politique social-démocrate. L'importance de la gauche n'est pas dans sa façade parlementaire. Son rôle historique est plutôt déterminé par les masses ouvrières sous la pression desquelles les Crispian et les Levi, ont dû, petit à petit, se décider à former une opposition. Cette opposition vient d'avoir de grands succès dans tout le Reich. Elle est dominante dans la plupart des districts de l'Allemagne centrale. Son influence pénètre même dans les anciennes organisations de droite à Cologne et Hambourg. La direction du district de Breslau a dû se prononcer, avec le président du Reichstag Loebe, pour la dictature de la classe ouvrière. Le 9 septembre, l'opposition a conquis une majorité écrasante à l'assemblée générale du district de Berlin.

Dans les districts (*Bezirke*) social-démocrates du centre, nous apercevons aussi une évolution à gauche. Ainsi le groupe Lipinski a vécu dans sa citadelle de Leipzig. Paul Levi a pu déclarer à Leipzig, aux applaudissements d'une nombreuse assistance :

« A l'abri du gouvernement de coalition, le capital aiguise son poignard contre le travail. La question se pose inévitablement devant la social-démocratie allemande : dictature du prolétariat ou dictature des autres. Les social-démocrates ont consenti, sous les apparences d'un gouvernement de coalition, à celle des autres... La dictature du prolétariat est nécessaire. Le pouvoir politique ne consiste pas dans la possession de sièges et de voix au parlement, mais bien plus dans l'activité des masses populaires. Les communistes constituent un élément des plus actifs dans les masses ouvrières. Nous sommes par conséquent pour la collaboration avec les communistes. »

Le comité centriste de Thuringe a subi une grosse défaite dans ses plus fortes organisations de Weimar, de Gera, etc., en leur demandant s'il fallait « se soumettre aux communistes convoitant la dictature ».

Les desiderata politiques des ouvriers social-dé-

mocrates de l'opposition sont le mieux traduits dans une résolution par laquelle les fonctionnaires social-démocrates de l'imprimerie du Reich (Berlin) demandent :

- 1° La sortie de la Grande Coalition ;
- 2° L'abandon définitif de la politique de coalition, la démission de tous les leaders partisans de la Grande Coalition occupant des postes dirigeants dans le parti ;
- 3° La constitution d'une nouvelle rédaction du Vorwärts ;
- 4° La formation d'un gouvernement socialiste par le parti et les syndicats avec le programme suivant :

a) Clôture de l'aventure de la Ruhr par des négociations immédiates avec la France et la Belgique ;

b) Saisie des valeurs réelles ;

c) Dissolution de la Reichswehr.

L'opposition demande en premier lieu la rupture avec la politique. C'est avec ce programme que l'opposition bat le rappel des masses ouvrières social-démocrates.

Si incomplète et équivoque que soit la plate-forme des chefs de l'opposition, si dangereuse et contre-révolutionnaire que soit leur revendication de capitulation dans la Ruhr (les impérialistes de l'Entente se soumettent à la Société des Nations !) la politique active des communistes ne peut se limiter à constater la faiblesse et l'équivoque de ce mouvement de masses. Nous ne pouvons pas enterrer la social-démocratie avant qu'elle soit mor-

te. Les conducteurs de l'opposition s'évertuent à sauver le réformisme, c'est-à-dire la bourgeoisie, en émettant des revendications très radicales qu'ils espèrent vaines. La victoire de la gauche arrêterait certainement dans la social-démocratie la décomposition commencée — si le Parti Communiste n'en accentuait, du dehors, le développement.

Les communistes s'opposent avec la plus grande énergie à la capitulation pacifiste-capitaliste dans la Ruhr ; ils sont à toute heure prêts à s'allier avec les ouvriers social-démocrates de gauche pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour la saisie des valeurs réelles, pour la dissolution de la Reichswehr. Si les dirigeants de la gauche veulent vraiment soutenir ces revendications, nous ne craignons pas plus le contact avec Paul Levi qu'une discussion avec le comte Reventlow. La condition indispensable d'une collaboration commune est que l'opposition social-démocrate agisse, résiste réellement à l'oppression de la classe ouvrière, à la persécution de ses militants, aux mesures des gouvernants social-démocrates et des policiers « socialistes » contre le parti communiste.

Sur tous ces points, les chefs de l'opposition social-démocrate ont à prendre position pratiquement. Les masses ouvrières social-démocrates de gauche reconnaîtront rapidement les limites de leur parti. Car le sens historique du mouvement des ouvriers social-démocrates de l'opposition est dans la victoire du communisme au sein de la classe ouvrière social-démocrate.

Heinz NEUMANN.

Les desseins d'Hilferding

Le gouvernement Stresemann-Hilferding est celui des capitalistes à l'extérieur et à l'intérieur. A l'extérieur, le chancelier Stresemann capitule devant M. Poincaré. A l'intérieur, le citoyen Hilferding, ministre des finances, capitule devant le grand capital allemand déjà uni à la grande industrie française.

Le nouveau plan de création d'une *valuta* (monnaie) allemande élaboré par M. Hilferding consacre cette capitulation. Il signifie la victoire du grand capital sur le peuple laborieux.

Superficiellement, il peut paraître passable. Son point de départ est dans l'une des conditions fondamentales de l'existence d'une *valuta* quelconque : l'abandon de l'inflation comme moyen de couverture pour les besoins constants de crédits du Reich. La Banque du Reich ne doit plus escompter de bons du trésor et émettre sur leur base des billets nouveaux. Elle doit redevenir une banque de billets-or, comme avant la guerre.

Le but est clair. Mais ce qui est moins clair, c'est d'où viendra l'or ? D'autant moins clair que M. Hilferding qui voulait — disait-il — créer un nouveau fonds de devises et d'or, continue à dilapider l'or de la Reichsbank pour stabiliser le mark à la Bourse. Devant ce premier obstacle — le manque d'or — tout le projet doit échouer.

Et le chemin vers le but que s'est assigné M. Hilferding est assez long. Il arrivera sans doute au ministre socialiste de tomber dans les bras ouverts de MM. Helfferich et Stinnes. Comment, en effet, le crédit sera-t-il couvert si la Reichsbank ne répond plus du crédit du Reich ?

M. Hilferding a imaginé la « banque de valeurs réelles » qui doit émettre des billets d'une valeur réelle, destinés à absorber le papier-monnaie devenu monnaie de billon et à pourvoir aux paiements du Reich. Les nouveaux billets devront, pour que la vieille fiction du mark ne se renouvelle pas sous un autre nom, avoir une valeur constante assurée par les « livraisons d'or de l'économie privée (agriculture, industrie, commerce et banque) ». 5 % à peu près des fortunes privées devront à cette fin être versés à l'Etat. On prévoit pour la fin de cette année une imposition nouvelle des fortunes. La contribution sera exigée en or, devises étrangères, pierres précieuses.

C'est enfin une saisie de valeurs réelles ! M. Hilferding semble l'avoir réalisée sans guerre civile, sans gouvernement ouvrier et paysan, par la seule magie de son influence personnelle... Mais regardons-y de plus près. La « Banque de valeurs réelles » de Hilferding (dépeignée de toutes les phrases théoriques du ministre social-démocrate), c'est la « Banque du seigle » de M. Helfferich en liaison avec la banque d'émission du collaborateur de Stinnes, Friedrich Minoux, qui s'est improvisé lui-même le pilote de l'économie allemande.

Helfferich et Minoux sont d'accord, malgré les différences de leurs projets, sur un point : il faut utiliser des titres de rente pour couvrir les billets émis par leurs banques ; ces titres de rente doivent être garantis par le grand capital agraire et industriel. Au capital agraire la primauté, exige M. Helfferich. M. Minoux veut mettre ces titres de rente à la disposition du Reich qui les vendrait

au grand capital. Ces titres échangés contre de l'or, des devises et des pierres précieuses, rapporteraient 10 % d'intérêts et ne paieraient pas d'impôts. On le voit : tous ceux qui, par d'heureuses spéculations sur les devises, l'or et les pierres précieuses, se sont débarrassés du mark-papier et dont les trésors sont dès à présent exempts d'impôts seraient récompensés par l'État pour avoir contribué à tuer le mark — et vouloir bien contribuer à assainir ensuite les finances du Reich aux frais des masses populaires !

M. Helfferich a brutalement exigé, en compensation des garanties que l'agriculture donnerait pour la création d'une valeur nouvelle, l'abolition de tous les impôts sur la propriété que le Reichstag a votés il y a quelques semaines. MM. Minoux et Hilferding arrivent par des détours au même résultat : par l'exemption des titres de rente — à créer — de toute charge fiscale et par le paiement des intérêts.

Dans son nouveau plan publié, M. Hilferding se tait sur la valorisation des futurs billets de valeur réelle. Mais M. Bernhardt, confident du cabinet Stresemann, a écrit dans la *Vossische Zeitung*, du 18 septembre, que le remboursement des billets se ferait sous forme de titres de rentes-or pouvant rapporter des intérêts et garantis par l'économie allemande. C'est ce que M. Minoux avait proposé. M. Hilferding suit docilement son pilote vers le havre de M. Stinnes.

Les résultats seront : au lieu de l'application des impôts sur la propriété, leur abolition. Au lieu des impôts sur la propriété, des impôts pour la propriété. Au lieu de l'extinction du déficit du Reich, des dépenses nouvelles : le versement d'intérêts usuraires de 10 % au capital agrarien industriel.

Nous ne voulons pas examiner si Hilferding, par l'offre de ces avantages et en renonçant purement et simplement à la saisie des valeurs réelles du gros capital, recevra assez d'or et de devises pour créer une valeur nouvelle. L'échec de l'emprunt-or parle contre cette supposition. D'ailleurs, le projet laisse aux détenteurs de richesses de nombreuses possibilités de se dérober.

Si même la remise de l'or devait être effectuée, il est clair que le nouveau déficit occasionné par l'assainissement de la *valuta* allemande devra être couvert. Il ne peut l'être, puisque M. Hilferding renonce aux impôts sur la propriété, que par les masses. Des impôts indirects nouveaux doivent accompagner le billet à valeur réelle. M. Hilferding annonce, en outre, de rigoureuses économies : l'offensive contre les fonctionnaires petits et moyens, continuera. Et, finalement, pour que le plan réussisse tout à fait dans l'intérêt du gros capital, la journée de dix heures paraîtra à notre ministre social-démocrate tout à fait indiquée !

Lorsque l'idée de la saisie des valeurs réelles fut émise pour la première fois, Stinnes y répondit par des contre-propositions : garantie de la prolongation de la journée du travail et cession des entreprises de l'État à l'industrie privée. M. Hilferding est sur le point de satisfaire à Stinnes.

La création de la nouvelle Banque d'émission doit prendre trois à quatre mois pendant lesquels la Reichsbank devra être réorganisée. Le gros capital prend, grâce à M. Hilferding, un délai de trois à quatre mois pour briser la résistance de la classe ouvrière, imposer la journée de dix heures, mater les pauvres par la faim. Car l'avis de

M. Hilferding est qu'il faudra trois à quatre mois pour soumettre complètement l'Allemagne laborieuse aux baionnettes françaises, suprême appui de son projet d'assainissement de la *valuta*.

Dans ce délai se décidera le sort de la classe ouvrière allemande. Celle-ci doit se tenir prête à entrer en lutte pour la saisie des valeurs réelles et pour le gouvernement ouvrier et paysan, avant que le citoyen Hilferding ne la livre, les mains liées, à Poincaré et à Stinnes.

E. LUDWIG.



LE CAPITALISME ET SES ESCLAVES

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

Comment le Développement du Capitalisme a conduit à la Révolution communiste

D'ici quelques jours, à la Librairie de l'Humanité, va paraître un livre qui est appelé au plus grand retentissement et dont nous déclarons dès aujourd'hui que tout membre du Parti devra s'instituer en quelque sorte le courtier.

Ce livre, d'une lecture facile, est l'A. B. C. du Communisme de Boukharine et Préobrajensky.

Les pages ci-dessous en forment le quatrième chapitre, abrégé simplement de son appareil statistique et de ses exemples. Les auteurs montrent comment le capitalisme, sous l'action croissante du capital financier, a donné naissance à l'impérialisme qui a provoqué la guerre mondiale, et comment la guerre mondiale, au lieu d'éliminer simplement dans le monde les concurrences superflues, a frappé à mort le régime capitaliste lui-même et ouvert le champ à l'action révolutionnaire du prolétariat.

Le Capital Financier

Nous avons vu plus haut qu'il y avait entre les différents entrepreneurs des luttes acharnées et ininterrompues autour de l'acheteur et que, dans cette lutte, triomphaient toujours les gros entrepreneurs. Les petits capitalistes avaient le dessous et succombaient, tandis que le capital et toute la production se concentraient entre les mains des plus gros capitalistes (concentration et centralisation du capital). Peu après 1880, le capital était déjà assez fortement centralisé. Il surgissait déjà, en grande quantité, à la place des anciens propriétaires individuels, *des sociétés par actions* qui étaient, bien entendu, des sociétés de capitalistes. Quelle est leur signification ? Quelle est leur origine ? La réponse n'est pas difficile. Chaque entreprise nouvelle était obligée de disposer, du premier coup, d'un capital assez grand. Si l'on fondait une entreprise faiblement financée, elle n'avait que peu de chances de vivre, car elle était immédiatement entourée de tous côtés par des rivaux forts et puissants, les gros fabricants ; si elle ne voulait pas périr, mais vivre et prospérer, une nouvelle entreprise devait donc être, dès le début, organisée solidement. Et ce n'était possible que si l'on disposait, du premier coup, d'un gros capital. *C'est ce besoin qui a donné naissance à la société par actions. Elle est caractérisée par le fait que plusieurs gros capitalistes exploitent les capitaux des petits et même la petite épargne des groupes non capitalistes (employés, paysans, fonctionnaires, etc.).* Cela se fait de la manière suivante : Chacun verse une part ou plusieurs parts et reçoit en échange un bout de papier, une « action », qui lui donne le droit de toucher une certaine partie du revenu. Cette accumulation de sommes produit ainsi d'un seul coup un fort capital par actions.

Lorsque surgirent les sociétés par actions, certains savants bourgeois, et avec eux les socialistes conciliateurs, déclarèrent qu'une ère nouvelle commençait, que le capital ne menait pas à la domination d'une poignée de capitalistes, mais qu'au contraire chaque employé pourrait, avec ses économies, acheter une action et, de cette manière, devenir capitaliste. Le capital allait devenir ainsi

de plus en plus démocratique et la différence entre le capitaliste et l'ouvrier finirait par disparaître sans révolution.

Tout ça n'était que plaisanterie. La réalité a révélé tout le contraire. Les gros capitalistes n'ont fait qu'exploiter les petits pour leurs propres fins, et la centralisation du capital progressa encore plus rapidement qu'avant, car la lutte s'engagea entre les grandes sociétés par actions.

Mais le développement de la concentration et de la centralisation du capital ne s'arrêta pas là. Pendant les dernières décades ont surgi, à la place des entreprises individuelles et des sociétés par actions, *des associations entières de capitalistes, des syndicats (ou cartels) et des trusts*. Supposons que, dans une branche quelconque de la production, par exemple dans l'industrie textile ou métallurgique, les petits capitalistes aient déjà disparu ; il n'est resté que cinq ou six entreprises énormes qui produisent presque toutes les marchandises de ces industries. Elles entrent en lutte, baissent, pour se concurrencer, leurs prix, et réalisent ainsi moins de profit. Supposons maintenant que quelques-unes de ces entreprises soient plus fortes que les autres. Elles vont continuer cette lutte jusqu'à ce que les plus faibles soient ruinées. Mais admettons que leurs forces à toutes soient à peu près égales : elles ont la même puissance de production, un nombre égal d'ouvriers, les machines sont les mêmes et le prix de revient des marchandises est également le même. Qu'arrivera-t-il alors ? La lutte ne donnera la victoire à personne, elle épuisera chacune également, elle diminuera le profit de tous. Alors, les capitalistes arriveront à cette conclusion : « A quoi bon nous gâter ainsi mutuellement les prix ? Ne vaudrait-il pas mieux nous unir et voler le public en commun ? Si nous nous unissons, il n'y aura plus de concurrence, toutes les marchandises seront entre nos mains et nous pourrions hausser les prix à notre gré ». Ainsi naît une association de capitalistes : un syndicat ou un trust.

Le syndicat (ou cartel) se distingue du trust. Lorsque se forme un syndicat, les capitalistes qui en font partie conviennent entre eux qu'ils ne vendront pas les marchandises au-dessous d'un certain prix, qu'ils se distribueront en commun les commandes ou partageront entre eux les débouchés (« tu ne vendrais qu'en tel endroit, et moi que dans tel autre », etc.). Mais la direction du syndicat ne peut pas, mettons, fermer une entreprise quelconque : chacune d'elles fait partie de l'association, tout en gardant encore un certain degré d'indépendance. Dans un trust, au contraire, elles s'unissent d'une façon tellement étroite que chaque entreprise particulière perd toute indépendance : la direction d'un trust peut fermer un établissement, le transformer, le transférer n'importe où si cela est avantageux pour l'ensemble du trust. Le capitaliste propriétaire de cette entreprise continue évidemment à toucher son profit qui augmente même, mais tout est dirigé par l'union étroite et cohérente des capitalistes, par le trust.

Les syndicats et les trusts dominent presque entièrement le marché. Ils ne craignent aucune

concurrence, car ils l'ont étouffée complètement. La concurrence a été remplacée par le monopole capitaliste, c'est-à-dire par la domination du trust.

Ainsi, la concentration et la centralisation du capital ont écarté graduellement la concurrence. La concurrence s'est dévorée elle-même, car, plus elle grandissait, plus la centralisation progressait rapidement et plus rapidement aussi se ruinaient les capitalistes les plus faibles. A la fin, la centralisation du capital tuait elle-même cette concurrence qui l'avait fait naître. Au libre jeu de l'entreprise, c'est-à-dire à la libre concurrence, s'est substituée la domination des entreprises monopolisées des syndicats et des trusts.

Les syndicats et les trusts ne centralisent pas seulement des entreprises de même nature. De plus en plus on voit surgir *des trusts embrassant à la fois plusieurs branches d'industrie*. Comment cela se produit-il ?

Toutes les branches de la production sont liées entre elles avant tout par l'achat et la vente. Prenons l'extraction du minerai de fer et du charbon de terre. Il s'agit là de produits qui servent de matières premières pour les fonderies et les usines métallurgiques. A leur tour, ces usines vont produire, disons, des machines. Ces machines vont servir de moyens de production dans une série d'autres branches, etc...

Supposons maintenant que nous possédions une fonderie de fer. Elle achète du minerai de fer et du charbon de terre. Par conséquent elle est intéressée à acheter bon marché ce minerai et ce charbon. Oui, mais si le minerai et le charbon se trouvent entre les mains d'un autre syndicat ?

Alors va commencer entre les deux syndicats une lutte qui se terminera soit par la victoire de l'un d'eux, soit par leur fusion. Dans l'un ou l'autre cas, surgit un nouveau syndicat unissant les deux branches à la fois. Il va de soi que 2, 3... 10 branches peuvent fusionner de la sorte. Les entreprises de ce genre sont dites *intégrées* (ou *combinées*).

Ainsi les syndicats et les trusts « syndiquent » non seulement des branches particulières, mais ils relient aussi en une seule organisation des productions hétérogènes, rattachent une branche à une seconde, à une troisième, à une quatrième, etc... Auparavant, dans toutes les branches, les entrepreneurs étaient indépendants les uns des autres et toute la production était morcelée entre des centaines de mille de petites fabriques. Vers le commencement du vingtième siècle, cette production était déjà concentrée dans des trusts gigantesques réunissant de nombreuses branches de production.

Les unions entre différentes branches de la production ne sont pas dues uniquement à la formation d'entreprises « combinées ». Il nous faut encore diriger notre attention sur un phénomène plus important que ces entreprises combinées, *c'est la domination des banques*.

Mais d'abord, il faut dire quelques mots de ces banques.

Nous avons déjà vu que la concentration et la centralisation ayant atteint un certain degré de développement, les besoins de capitaux se firent sentir pour donner aux nouvelles entreprises une grande et rapide extension. (C'est ce besoin, soit dit en passant, qui fit naître les sociétés par actions). L'organisation de nouvelles entreprises exigea donc des capitaux de plus en plus considérables.

D'un autre côté, observons ce que le capitalisme fait de son profit. Nous savons que, pour une part, il s'en sert pour son entretien, son habillement, bref qu'il le dépense pour lui-même ; mais le reste, il « l'accumule ». Comment cela ? L'ajoute-t-il à sa part de profit ? Non, car l'argent lui arrive bien continuellement, mais petit à petit seulement. Il vend une partie de la marchandise, l'argent rentre dans sa caisse, puis il en vend encore et il encaisse une nouvelle somme d'argent. Mais pour servir à l'agrandissement de l'entreprise, il faut que cet argent représente une certaine somme, sinon il ne peut être utilisé, il reste sans emploi. Et il en est ainsi non seulement pour un ou deux capitalistes, mais pour tous. Il y a toujours du *capital sans emploi*. Or, nous avons déjà vu plus haut qu'il existe aussi une *demande de capital*. D'un côté il y a des sommes libres sans emploi, et d'un autre côté il y a des besoins d'argent. Plus vite se centralise le capital et plus ce besoin de sommes considérables grandit, mais plus la quantité de capital libre grandit aussi. C'est cette situation qui a accru *l'importance des banques*. Pour que l'argent, chez le capitaliste, ne reste pas sans emploi, il le dépose dans une banque et la banque le prête à des industriels qui en ont besoin pour l'agrandissement d'anciennes entreprises et la création de nouvelles industries, à l'aide du capital reçu, soutirent de la plus-value ; ils en donnent une partie à la banque, comme intérêt pour le prêt ; la banque, de son côté, en cède aux déposants et garde le reste pour elle-même, en qualité de profit bancaire. Ainsi tournent les rouages de la machine.

Dans ces derniers temps, le rôle des banques, leur importance, leur activité se sont accrus de façon prodigieuse. Les banques absorbent des sommes de plus en plus grandes et placent une quantité toujours plus considérable de capitaux dans l'industrie. Le capital bancaire « travaille » continuellement dans l'industrie, il devient lui-même capital industriel. L'industrie tombe sous la dépendance des banques qui la soutiennent et l'alimentent en capital. Le capital bancaire se greffe sur le capital industriel. Cette forme de capital s'appelle le capital financier. *Par conséquent, le capital financier est le capital bancaire greffé sur le capital industriel*.

Le capital financier relie entre elles, par l'entremise des banques, toutes les branches de l'industrie dans une mesure encore plus grande que ne le font les combinaisons. Pourquoi ?

Voici une grande banque. Cette grande banque fournit des capitaux, non à une seule, mais à de nombreuses entreprises ou à beaucoup de syndicats ; elle les finance, comme on dit. De ce fait, elle est intéressée à ce que les entreprises ne se mangent pas entre elles ; la banque les unit ; sa politique vise continuellement à réaliser la réunion de ces entreprises en un seul organisme, sous sa direction ; *la banque acquiert la maîtrise de toute l'industrie*, de toute une série de branches de production ; les hommes de confiance des banques deviennent directeurs des trusts, des syndicats et des entreprises particulières.

En définitive, nous obtenons le tableau suivant : l'industrie de tout un pays est réunie en syndicats, trusts et entreprises combinées, par l'intermédiaire des banques ; à la tête de toute la vie économique, une poignée de très gros banquiers dirigent toute l'industrie. Et le pouvoir de l'Etat

exécute toutes les volontés de ces potentats de la banque et des syndicats.

Ainsi, nous pouvons dire qu'un pays capitaliste, sous la domination du capital financier, se transforme entièrement en un énorme trust combiné, à la tête duquel se trouvent les banques et dont le Conseil d'administration est le pouvoir d'Etat bourgeois. L'Amérique, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, etc., etc., ne sont rien autre que *des trusts capitalistes nationaux*, des organisations puissantes avec des potentats de la banque et des syndicats, qui exploitent et dominent des centaines de millions d'ouvriers, d'esclaves salariés.

L'Impérialisme

Le capital financier supprime jusqu'à un certain point l'anarchie de la production capitaliste dans chaque pays. Les entrepreneurs individuels en lutte se réunissent dans le trust d'Etat capitaliste. Mais alors, qu'advient-il d'une des contradictions fondamentales du capitalisme ? Car, nous avons dit plus d'une fois que ce régime disparaîtra certainement, parce que l'organisation lui manque et qu'en son sein règne la lutte des classes. Mais si une de ces contradictions disparaît, la prédiction concernant la fin du capitalisme peut-elle rester fondée ?

En réalité, l'anarchie de la production et la concurrence ne sont pas supprimées ; ou, plus exactement, elles ne sont supprimées en un endroit que pour se manifester avec plus d'acuité ailleurs. Examinons ce phénomène en détail.

Le capitalisme actuel est un capitalisme *mondial*. Tous les pays dépendent les uns des autres. Il n'y a pas aujourd'hui un seul coin sur terre qui ne soit sous le talon du capital, pas de pays qui produise lui-même tout ce qui lui est nécessaire.

[Toute une série de produits ne peuvent être obtenus qu'en des lieux déterminés : les oranges ne poussent pas dans les pays froids et le minerai de fer ne saurait être extrait du sol que là où il se trouve. Le café, le cacao, le caoutchouc ne peuvent venir que dans les pays chauds. Le coton est récolté aux Etats-Unis d'Amérique, dans l'Inde, en Egypte, dans le Turkestan, d'où on l'exporte dans tous les pays du monde. Disposent du charbon : l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Tchéco-Slovaquie, la Russie ; mais, par exemple, l'Italie, qui n'en possède pas, dépend entièrement du charbon anglais ou allemand, etc. Le blé est expédié d'Amérique, de l'Inde, de Russie, de Roumanie dans tous les pays.

D'autre part, certains pays sont plus civilisés que d'autres. Aussi toutes sortes de produits de l'industrie urbaine sont-ils jetés par ces pays avancés sur les marchés des pays arriérés : les produits métallurgiques sont fournis à l'univers entier principalement par l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Allemagne ; les produits chimiques étaient fournis, avant la guerre, surtout par l'Allemagne.

Ainsi, chaque pays dépend d'un autre. Jusqu'où peut aller cette dépendance, on le voit par l'exemple de l'Angleterre, qui importe des 3/4 aux 4/5 de son blé et la moitié de la viande qui lui est nécessaire, mais qui, en revanche, est obligée d'exporter la plus grande partie de ses produits manufacturés.]

Le capital financier supprime-t-il la concurrence sur le *marché mondial* ? Et lorsqu'il réunit des capitalistes dans tel ou tel pays, crée-t-il une or-

ganisation mondiale ? Mais non. L'anarchie de la production et la concurrence dans un pays déterminé cessent bien plus ou moins, car les plus grosses entreprises individuelles se réunissent en un trust capitaliste national. Mais, avec d'autant plus d'acharnement, *s'engage la lutte entre les trusts capitalistes nationaux* eux-mêmes. C'est ce qu'on observe toujours dans la centralisation du capital : quand les petits entrepreneurs périssent, le nombre des concurrents diminue, car il ne reste plus que les gros ; mais ceux-ci combattent avec des moyens puissants et, à la place de la concurrence entre fabricants particuliers, commence la bataille entre les trusts. Le nombre des trusts est évidemment moindre que celui des fabricants. Mais leur combat n'en est que plus violent, plus acharné et plus destructif. Lorsque les capitalistes d'un pays particulier ont évincé tous leurs petits collègues et se sont organisés en un trust capitaliste national, le nombre des concurrents baisse encore davantage. Les concurrents sont uniquement des puissances capitalistes formidables. Et leur lutte pour la concurrence est accompagnée de dépenses et de dévastations inouïes. Car la concurrence des trusts capitalistes nationaux se manifeste en temps de « paix » par la course aux armements, pour se terminer par des *guerres dévastatrices*. Ainsi, le capital financier supprime la concurrence dans chaque pays, mais il conduit à une concurrence acharnée, monstrueuse entre tous les pays capitalistes.

Pourquoi cette concurrence entre les pays capitalistes conduit-elle finalement à une politique de conquêtes, à la guerre ? Car, lorsque deux fabricants sont en concurrence entre eux, ils ne se jettent pas l'un sur l'autre, le couteau à la main, mais ils cherchent à s'enlever l'un à l'autre des acheteurs dans une lutte pacifique. Pourquoi donc la concurrence sur le marché mondial est-elle devenue si acharnée et armée ?

Examinons, pour répondre, comment a dû se modifier la politique de la bourgeoisie, en passant du capitalisme ancien où fleurissait la libre concurrence au nouveau capitalisme où l'hégémonie appartient au capital financier.

Commençons par ce qu'on appelle la politique *douanière*. Dans la lutte entre les pays, chaque gouvernement, qui protège toujours ses capitalistes, a depuis longtemps trouvé un moyen de lutte dans les droits de douane. Lorsque, par exemple, les fabricants de textile russes craignaient que leurs concurrents anglais ou allemands n'importent leurs marchandises et n'abaissent ainsi les prix en Russie, le gouvernement à leur dévotion mettait aussitôt des droits sur les tissus anglais ou allemands. Ceci entravait, évidemment, l'entrée en Russie des marchandises étrangères, et les fabricants déclaraient que les droits de douane étaient nécessaires à la protection de l'industrie nationale. Or, dans les différents pays, on pouvait voir que c'étaient des desseins différents qui guidaient les uns et les autres. Il était à remarquer que c'étaient surtout les capitalistes des pays les plus grands et les plus puissants, l'Amérique en tête, qui réclamaient le plus fort et imposaient des droits élevés. La concurrence étrangère pouvait-elle réellement leur nuire ?

Supposons que l'industrie textile dans un pays quelconque soit monopolisée par un syndicat ou un trust. Qu'arrivera-t-il, une fois les droits de douane introduits ? Les potentats des syndicats capitalistes de ce pays font alors d'une pierre deux coups : d'abord, ils se débarrassent de la

concurrence étrangère ; ensuite ils peuvent, sans risque aucun, augmenter les prix de leurs marchandises presque de la valeur des droits de douane. Mettons que les droits sur un mètre de tissu aient été augmentés d'un rouble. Alors, les barons du syndicat textile peuvent sans crainte augmenter d'un rouble ou de 90 kopecks le prix du mètre de leur marchandise. Si le *syndicat* n'existait pas, la concurrence entre les capitalistes à l'intérieur du pays ferait immédiatement baisser les prix. Mais le syndicat peut sans crainte opérer cette augmentation : le droit de douane est trop élevé pour que l'étranger s'approche, et dans le pays même, la concurrence est supprimée. L'Etat des potentats du syndicat acquiert des revenus avec les droits de douane, et le syndicat lui-même obtient un profit supplémentaire, grâce à l'augmentation des prix. Les maîtres du syndicat, grâce à ce profit supplémentaire, peuvent alors exporter leurs marchandises dans d'autres pays et les y vendre avec perte, dans le seul but d'écarter leurs rivaux des pays étrangers. C'est ainsi que le syndicat russe des raffineurs de sucre maintenait, en Russie, le sucre à des prix relativement élevés, mais le vendait en Angleterre à vil prix, dans le seul but d'y évincer ses concurrents. Il est passé en proverbe, qu'en Angleterre on nourrissait les porcs avec le sucre russe. Donc, à l'aide des droits de douane, les potentats d'un syndicat ont la possibilité de piller à fond leurs compatriotes et de mettre sous leur domination les acheteurs étrangers.

Les conséquences de tout cela sont très importantes. Il est clair que la plus-value des maîtres du syndicat va croître avec le nombre des moutons qui se laissent tondre à l'intérieur de la barrière douanière. Si la frontière douanière n'enserme qu'un petit cercle, le profit ne sera pas grand. Au contraire, si elle entoure un grand territoire à population nombreuse, il y aura beaucoup à gagner, on pourra se lancer hardiment sur le marché mondial, tous les espoirs seront permis. Mais la frontière douanière coïncide en général avec la frontière de l'Etat. Comment élargir cette dernière ? Comment peut-on arracher un morceau de territoire étranger et l'incorporer au territoire de sa propre nation ? Par la guerre. La domination des maîtres du syndicat est donc nécessairement liée aux guerres de conquête. Chaque Etat capitaliste s'efforce par le brigandage d'élargir ses frontières : les intérêts des maîtres des syndicats, ceux du capital financier l'exigent. Elargir les frontières, c'est synonyme de faire la guerre.

Ainsi, la politique douanière des syndicats et des trusts d'accord avec leur politique sur le marché mondial, conduit aux conflits les plus violents. Mais d'autres causes y contribuent encore.

Nous avons vu que le développement de la production amène une accumulation ininterrompue de plus-value. Grâce à cela, dans chaque pays capitaliste évolué, il se forme continuellement du capital en excès, rapportant moins que dans un pays arriéré. Plus cet excédent de capital est grand dans un pays, plus on s'efforce de l'exporter et de le placer dans un autre pays. La politique douanière favorise extrêmement ces placements.

En effet, les droits de douane entravent l'importation des marchandises. Lorsque les fabricants russes, par exemple, ont fait mettre des droits élevés sur les marchandises allemandes, la

difficulté fut plus grande pour les fabricants allemands d'écouler leurs marchandises en Russie.

Mais une fois l'écoulement de leurs marchandises gêné, les capitalistes allemands trouvèrent, pour vendre, une autre issue : c'était d'exporter en Russie leurs capitaux ; ils construisirent des fabriques et des usines, achetèrent des actions d'entreprises russes ou en créèrent de nouvelles avec leurs capitaux. Mais les droits de douane ne sont-ils pas un obstacle à cela ? Nullement. Au contraire, non seulement ils ne l'empêchent pas, mais ils y aident, ils servent d'appât à l'importation des capitaux. Et voici pourquoi : lorsque ce capitaliste allemand possédait une fabrique en Russie et, de plus, faisait partie d'un syndicat « russe », les droits d'entrée russes l'aidaient à empêcher de la plus-value ; ils lui étaient tout aussi utiles dans son entreprise de pillage public qu'à ses collègues russes.

Le capital est exporté d'un Etat dans un autre non seulement pour y fonder et soutenir des entreprises ; très souvent il est prêté à cet autre Etat à un intérêt déterminé, c'est-à-dire que cet autre Etat augmente sa dette publique et devient débiteur du premier. En pareil cas, l'Etat débiteur s'engage ordinairement à faire tous ses emprunts (surtout ceux destinés aux armements) aux industriels de l'Etat qui lui a prêté le capital. Ainsi affluent d'un Etat dans un autre des capitaux formidables, placés en partie dans des entreprises et des constructions, en partie dans des emprunts d'Etat. Sous la domination du capital financier, l'exportation du capital atteint des proportions inouïes.

L'exportation du capital entraîne également de grandes conséquences. Les différents grands Etats se disputent les pays où ils veulent exporter leur capital. C'est que lorsque les capitalistes exportent leurs capitaux dans un pays « étranger », ils risquent non quelques marchandises, mais des sommes énormes, se chiffrant par des millions et des milliards. D'où naturellement le désir croissant d'avoir entièrement entre leurs mains les petits pays où ils ont placé ces capitaux et d'obliger leurs propres troupes à surveiller ces placements. Les Etats exportateurs s'efforcent de soumettre à tout prix ces pays à leur domination, autrement dit de conquérir ces pays. Et comme ces petits pays, plus faibles, peuvent être assaillis à la fois par plusieurs grands Etats de brigands, il est clair que les brigands finissent par se heurter les uns contre les autres. C'est ce qui est arrivé, en effet. Donc, l'exportation du capital conduit également à la guerre.

N. BOUKHARINE et E. PREOBRAJENSKY.

(A suivre.)

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Esquisse d'une critique de l'économie politique

(Suite)

Nous avons donc deux éléments de la production : la nature et l'homme, le dernier agissant à la fois physiquement et intellectuellement, et pouvons désormais revenir aux économistes et à leur coût de production.

**

Ce qui ne peut être monopolisé n'a aucune valeur, disent les économistes. Nous examinerons plus loin ce qu'il en est réellement. Quand nous disons n'a aucun *prix*, cela est vrai pour le régime actuel, reposant sur la propriété privée. Si le sol était aussi facile à acquérir que l'air, personne ne paierait de rente. Mais étant donné qu'il n'en est rien, que, tout au contraire, l'étendue du sol entrant en ligne de compte pour chaque cas particulier est restreinte, on paie une rente pour le sol accaparé, monopolisé, on en donne un prix d'achat. Il est cependant surprenant, après avoir entendu cette définition de la formation de la valeur du sol, de la part des économistes, d'entendre dire que la rente est la différence entre le revenu des terres produisant des intérêts et celui des plus mauvaises terres, le produit de la culture des terres rapportant des bénéfices. C'est là, comme on le sait, la définition de la rente que donna le premier Ricardo. Cette définition est juste si l'on suppose qu'une baisse de la demande réagit immédiatement sur la rente, et diminue d'une quantité correspondante des terres les plus mauvaises la surface des terres cultivées. Mais ce n'est pas le cas, et c'est pourquoi la définition est insuffisante. Elle n'explique pas la cause de la rente, aussi doit-on l'abandonner. Le colonel T.-P. Thompson, membre de la Ligue contre la loi sur les blés, défendit et soufint, contre cette définition, la définition de Smith. D'après lui, la rente est le rapport entre la concurrence de ceux qui se disputent la possession de la terre et la quantité restreinte de terres disponibles. Cette définition nous fait remonter à l'origine de la rente, mais elle ne tient pas compte de la qualité des terres, de même que l'autre ne tenait pas compte de la concurrence.

Nous avons donc ici deux définitions unilatérales, et par conséquent deux demi-définitions pour un seul objet. Il nous faudra donc les réunir, comme nous l'avons fait plus haut pour la notion de valeur, afin d'arriver à une définition exacte, expliquant à la fois la naissance et le développement de l'objet à définir. La rente est le rapport entre la productivité du sol, entre l'élément naturel (qui se divise à son tour en qualités naturelles du sol et en qualités acquises grâce au travail humain) et l'élément humain, la concurrence. Les économistes peuvent se moquer de cette définition, ils s'apercevront, à leur grande frayeur, qu'elle contient tout ce qui concerne l'objet à définir.

Le propriétaire foncier n'a rien à reprocher au marchand. Il vole en monopolisant la terre. Il

vole en exploitant à son propre profit l'augmentation de la population, qui augmente la concurrence et, par conséquent, la valeur de sa terre. Il vole en faisant une source de profits personnels de ce qu'il n'a pas créé par son propre travail, de ce qui vient du hasard. Il vole en affermant sa terre et en s'appropriant les améliorations que son fermier y a apportées. C'est là le secret de la richesse toujours croissante des grands propriétaires fonciers.

L'axiome qui caractérise comme un vol la façon d'acquérir du propriétaire foncier, à savoir que chacun a droit au produit de son propre travail ou que personne ne doit récolter ce qu'il n'a pas semé, cet axiome n'est pas le nôtre. Car il exclut l'obligation d'entretenir les enfants, ainsi que le droit des générations nouvelles à l'existence, grâce auquel chaque génération reçoit l'héritage des générations précédentes. Cet axiome est bien plutôt la conséquence du principe de la propriété privée. Il faut ou en appliquer les conséquences ou l'abandonner en tant que principe.

L'appropriation primitive elle-même est justifiée par le droit primitif de propriété commune. Ainsi, de quelque côté que nous nous tournions, nous nous heurtons à des contradictions.

Déchiqueter la terre qui représente tout pour nous, qui constitue la base même de notre existence, ce fut le dernier pas dans la voie du trafic de soi-même ; ce fut et c'est encore aujourd'hui une immoralité qui n'est dépassée que par l'immoralité de la prostitution. Et l'appropriation primitive, la monopolisation de la terre par une minorité, l'exclusion de la grande majorité des hommes de ce qui constitue pour eux la condition même de leur existence, ne le cèdent en rien en immoralité au morcellement du sol, qui se produisit plus tard.

Si nous ne tenons pas compte de la propriété privée, la rente se réduit à la seule conception raisonnable qui puisse la définir. La valeur séparée du sol en qualité de rente retourne de nouveau à la terre. Cette valeur, représentée par la productivité de deux surfaces égales, auxquelles on applique la même quantité de travail, rentre d'ailleurs en ligne de compte en tant que fragment du coût de production dans la détermination de la valeur des produits et est, comme la rente, le rapport de la productivité à la concurrence, mais à la vraie concurrence, telle qu'elle se manifesterait en son temps.

**

Nous avons vu que primitivement le capital et le travail sont identiques ; nous avons vu comment, d'après les économistes eux-mêmes, le capital, produit du travail, se transforme, au cours du processus de la production, en *substratum*, en matériel du travail, comment, par conséquent, la séparation momentanée du capital et du travail fait de nouveau place à l'unité de ces deux

facteurs. Et, cependant, les économistes séparent le capital du travail et en maintiennent la dualité, sans en voir l'unité autrement qu'en définissant le capital du « travail accumulé ». Cette scission entre le capital et le travail, résultant de la propriété privée, n'est rien d'autre que la scission du travail correspondant à cette situation contradictoire et issue d'elle. Et, une fois cette scission réalisée, le capital se divise de nouveau en capital primitif et en profit, c'est-à-dire en accroissement du capital réalisé au cours du processus de la production, quoiqu'en pratique ce profit se transforme lui-même immédiatement en capital et fonctionne comme tel. Le profit se scinde lui-même en intérêt et en profit. Dans l'intérêt, se manifeste au plus haut degré l'absurdité de ces divisions. L'immoralité du prêt à intérêt, du profit sans travail, pour le simple fait de prêter, est, quoique reposant essentiellement sur la propriété privée, trop évident pour le bon sens populaire, qui ne se trompe jamais dans ces sortes de choses, pour n'avoir pas été reconnue depuis longtemps. Toutes ces divisions sont la conséquence de la séparation primitive du capital et du travail, et de la séparation consécutive de l'humanité en capitalistes et en ouvriers, séparation qui s'aggrave de jour en jour et qui doit, comme nous allons le voir, s'aggraver de plus en plus. Mais cette séparation est, en dernière analyse, impossible, de même que la division du sol en capital et en travail. Il est impossible de déterminer quelle est la part respective du sol, du capital et du travail dans un produit déterminé. Ces trois grandeurs sont incommensurables. Le sol produit la matière brute, mais non pas sans capital et sans travail ; le capital suppose la terre et le travail, et le travail suppose au moins la terre, et même, dans la plupart des cas, le capital. Le produit spécifique de chacun de ces trois facteurs est de nature différente et impossible à mesurer au moyen d'une quatrième mesure. Si donc, dans le régime actuel, on sépare le produit entre ces trois facteurs, cette séparation n'est pas le résultat d'une mesure qui leur soit inhérente, mais d'une mesure qui leur est complètement étrangère, à savoir la concurrence ou, plus exactement, le droit du plus fort. La rente implique la concurrence, le profit est déterminé uniquement par la concurrence. Nous verrons tout à l'heure ce qu'il en est du salaire.

Si nous éliminons la propriété privée, nous supprimons du même coup toutes ces divisions contre nature. La différence entre intérêt et profit disparaît. Le capital n'est rien sans le travail, qui le met en mouvement. Le profit se réduit à la quantité qui revient au capital dans la fixation du coût de production, et reste, par conséquent, inhérent au capital, de même que celui-ci retourne à son unité primitive avec le travail.

Le travail, facteur principal de la production, « source de la richesse », la libre activité humaine, s'en tire à mauvais compte auprès des économistes. De même que le capital est séparé du travail, de même le travail se divise à son tour en deux parties : le produit du travail s'oppose au travail, en tant que salaire, est séparé de lui, et est déterminé, lui aussi, par la concurrence, étant donné que, comme nous l'avons vu, il n'existe pas de mesure ferme permettant de mesurer la part du travail dans la production. Supprimons la propriété privée, et, du même coup, nous supprimons cette séparation contre nature ; le travail redevient son propre salaire,

et la véritable signification du salaire précédemment exteriorisé apparaît, à savoir la signification du travail pour la détermination du coût de production.

Nous avons vu que sous le régime de la propriété privée, tout aboutit à la concurrence. Elle est la catégorie fondamentale des économistes, leur fille la plus chère, qu'ils cajolent et caressent constamment, mais regardez son visage de Méduse !

La conséquence immédiate de la propriété privée a été la division de la production en deux facteurs opposés, le facteur naturel et le facteur humain : le sol, qui reste stérile, tant qu'on ne le cultive pas, et le travail humain, qui suppose la terre. Nous avons vu comment l'activité humaine s'est divisée en travail et en capital, et comment ces deux facteurs se sont opposés l'un à l'autre. Nous avons donc la lutte de ces trois éléments, au lieu de leur collaboration mutuelle. Mais ce n'est pas tout : la propriété privée entraîne pour conséquence la division de chacun de ces éléments pris à part. Les terres s'opposent entre elles, de même que les capitaux et les forces du travail. En d'autres termes : la propriété privée provoquant l'isolement de tous et la lutte de tous contre tous, provoque par là même la concurrence entre les propriétaires fonciers, entre les capitalistes et entre les ouvriers. L'hostilité réciproque des intérêts identiques à cause de leur identité même, complète l'immoralité du régime actuel ; c'est le résultat de la concurrence.

Le contraire de la concurrence, c'est le monopole. Le monopole était le cri de guerre des mercantilistes, la concurrence est celui des économistes libéraux. Or, il est facile de se rendre compte que cet antagonisme est absolument vide de sens. En effet, chaque concurrent, qu'il soit ouvrier, capitaliste ou propriétaire foncier, essaie de conquérir un monopole. Chaque groupe de concurrents essaie de conquérir le monopole sur tous les autres groupes de concurrents. La concurrence repose sur l'intérêt, et l'intérêt produit le monopole ; bref, la concurrence aboutit au monopole. D'autre part, le monopole est hors d'état de maintenir le flot de la concurrence ; plus, il produit lui-même la concurrence, comme, par exemple, les interdictions d'importation ou les tarifs de douane élevés provoquent la concurrence de la contrebande. La contradiction de la concurrence est la même que celle de la propriété privée. C'est l'intérêt de chacun de tout posséder, mais c'est l'intérêt de tous que l'un ne possède pas plus que l'autre.

L'intérêt général et l'intérêt particulier sont donc diamétralement opposés. La contradiction de la concurrence réside en ceci que chacun souhaite le monopole, tandis que la collectivité, en tant que telle, a intérêt à s'opposer au monopole. On peut même dire que la concurrence suppose le monopole, à savoir le monopole de la propriété, et c'est ici qu'apparaît l'hypocrisie des économistes libéraux : tant que subsiste le monopole de la propriété, la propriété du monopole reste justifiée, car le monopole est une propriété. C'est donc une misérable hypocrisie de s'en prendre aux petits monopoles, alors qu'on maintient le monopole fondamental. Et si nous tenons compte du principe précité des économistes, selon lequel : n'a de valeur que ce qui peut faire l'objet d'un monopole, et, par conséquent, ce qui ne peut faire l'objet d'un monopole ne peut faire l'objet de la concurrence, notre affirmation d'après quoi la

concurrence suppose le monopole se trouve pleinement justifiée.

La loi de la concurrence exige que l'offre et la demande se complètent toujours et jamais. Les deux éléments sont encore une fois séparés et entrent en lutte l'un contre l'autre. L'offre suit toujours la demande, mais ne parvient jamais à la couvrir exactement ; elle est ou trop forte ou trop faible, et ne correspond jamais à la demande, parce que, dans ce régime inconscient de l'humanité, personne ne connaît au juste les dimensions de l'offre et de la demande. Quand la demande est plus forte que l'offre, les prix montent, ce qui a pour résultat immédiat de stimuler l'offre ; dès que celle-ci augmente, les prix diminuent ; et quand elle dépasse la demande, la chute des prix est telle que la demande s'en trouve à son tour stimulée. Et cela continue ainsi, sans jamais amener une situation saine, mais, au contraire, une éternelle alternative de périodes d'activité et de calme, interdisant tout progrès, une oscillation éternelle, qui ne permet jamais d'arriver au but. Cette loi de compensation, grâce à laquelle on regagne d'un côté ce qu'on a perdu de l'autre, les économistes la trouvent admirable. C'est leur titre de gloire ; ils ne se rassasient pas de la contempler, sous tous ses aspects possibles et imaginables. Et pourtant il est clair que cette loi est une loi purement naturelle, et nullement une loi de l'esprit. Une loi qui produit la révolution. Les économistes arrivent avec leur belle théorie de l'offre et de la demande, et vous démontrent qu'« il est impossible de trop produire », mais la pratique répond par les crises commerciales, qui se reproduisent aussi régulièrement que le passage des comètes, en moyenne tous les cinq ou sept ans. Depuis quatre-vingts ans, ces crises commerciales se sont reproduites avec la même régularité qu'autrefois les grandes épidémies, et ont apporté plus de misère et d'immoralité que ces dernières (voir WARE, *Histoire des classes moyennes et des classes laborieuses*, Londres 1835, p. 211).

Naturellement, ces révolutions commerciales confirment la loi, elles la confirment complètement, mais autrement que ne le voudraient les économistes. Que faut-il penser, en effet, d'une loi qui ne peut se réaliser qu'au moyen de crises périodiques ? Que c'est une loi naturelle qui ne repose que sur l'inconscience de ceux qui y participent. Si les producteurs savaient ce dont les consommateurs ont besoin, s'ils organisaient la production et la répartissaient entre eux, les oscillations de la concurrence et sa tendance permanente vers l'état de crise seraient impossibles. Produisez consciemment, comme des hommes, et non comme des atomes dispersés et inconscients, et vous vous élèverez immédiatement au-dessus de ces contradictions artificielles et intolérables. Mais tant que vous continuerez à produire de cette façon inconsciente, soumise à la domination du hasard, les crises commerciales subsisteront ; et chacun d'elles sera plus étendue, et, par conséquent, plus grave que la précédente, appauvrira un plus grand nombre de petits capitalistes, multipliera en proportion croissante le nombre de ceux qui ne vivent que de leur travail, et, par conséquent, grossira à vue d'œil la masse du travail à employer, ce qui constitue le problème capital de nos économistes, et enfin provoquera une révolution sociale, telle que n'en peut rêver la science académique de nos économistes.

L'éternelle oscillation des prix, telle qu'elle est

réalisée par la concurrence, enlève au commerce le dernier atome de moralité. De valeur, il n'est plus question. Le même système qui paraît attacher tant d'importance à la valeur, qui fait à l'abstraction de la valeur en argent l'honneur d'une existence particulière, ce même système détruit, au moyen de la concurrence, toute valeur inhérente, et transforme journallement et même heure par heure la valeur des choses les unes par rapport aux autres. Dans ce tourbillon, ou est la possibilité d'un échange reposant sur des bases naturelles ? Dans ce tourbillon, chacun cherche le moment favorable pour acheter et vendre. Chacun devient spéculateur, c'est-à-dire récolte ce qu'il n'a pas semé, s'enrichit de la misère d'autrui, sur laquelle il joue, et fait travailler pour lui le hasard. Le spéculateur compte toujours sur des malheurs, particulièrement sur de mauvaises récoltes, il exploite tout, comme ce fut le cas, par exemple, lors de l'incendie de New-York ; et le summum de l'immoralité, c'est la spéculation des valeurs à la Bourse, où l'histoire et l'humanité ne sont que des moyens de satisfaire l'avidité des spéculateurs. Et l'honorable marchand qui s'indigne sincèrement de la spéculation en Bourse — soit loué, ô mon Dieu ! etc... — ne vaut, en réalité, pas mieux que les spéculateurs, car il spéculé comme eux — obligé qu'il y est, d'ailleurs, par le jeu de la concurrence — et son commerce implique la même immoralité que le leur. La concurrence est en réalité le rapport de la capacité de consommation à la capacité de production. Et dans un régime digne de l'humanité, il n'y aura pas d'autre concurrence que celle-là. La collectivité calculera ce qu'elle peut produire avec les moyens qu'elle possède, et déterminera, d'après le rapport de cette capacité de production à la masse des consommateurs, dans quelles proportions elle devra augmenter ou diminuer la production. Mais pour se faire une idée exacte de ce rapport et de l'augmentation de la capacité de production que devra réaliser un régime social rationnel, que mes lecteurs se reportent aux écrits des socialistes anglais et aussi à ceux de Fourier.

Dans un pareil régime, la concurrence subjective, la lutte du capital contre le capital, du travail contre le travail, etc., se réduira à l'émulation, fondée dans la nature humaine, et que, seul, Fourier a su décrire d'une façon passable, émulation qui, après l'élimination des intérêts contradictoires, sera ramenée à sa sphère propre et raisonnable.

Frédéric ENGELS.

DISCOURS
DE
RENAUD JEAN
A la Chambre des Députés
le 15 juin 1923

UNE BROCHURE : 0 fr. 25 ; FRANCO : 0 fr. 30
LE CENT FRANCO : 46 fr. 70

EN VENTE
A LA LIBRAIRIE DE « L'HUMANITE »
120, RUE LAFAYETTE, PARIS (X^e)

LA SEMAINE

LUNDI 1^{er} OCTOBRE

France. — A Paris, grève des machinistes de théâtres. — Le lait à 20 sous le litre.

Espagne. — Ouverture à Madrid du procès Dato : 8 ouvriers accusés. — Primo Rivera dissout les conseils municipaux.

Angleterre. — Ouverture de la Conférence impériale (Grande-Bretagne, Irlande et Dominions réunis). Discours de Baldwin : « Les dépenses en matière de guerre sont plus grandes qu'en 1914 : les effectifs des armées plus forts ; la solidarité économique est rompue. »

Italie. — Le Comité Exécutif du Parti fasciste remet sa démission à Mussolini.

Allemagne. — Gessler soumet à la censure toutes les nouvelles concernant la situation intérieure. — Coup manqué des nationalistes sur Küstrin, sur l'Oder. — A Dusseldorf, dimanche 30, il y a eu 17 tués, 300 blessés légers, 91 blessés graves. Le séparatisme rhénan, stipendié par la France, commence dans le sang.

MARDI 2 OCTOBRE

Russie. — La mise en application (en même temps qu'en Yougoslavie) du calendrier grégorien. — Les chemins de fer russes sont admis dans l'Union internationale des chemins de fer, fondée à la suite de la Conférence de Gênes.

Bulgarie. — Kolarov et Dimitriev, chefs de la récente insurrection communiste et paysanne, sont en sûreté à Belgrade.

Allemagne. — Les populistes, d'accord avec les nationalistes, posent leurs conditions à Stresemann. Ils exigent l'abolition de la journée de 8 heures, l'entrée des nationalistes dans le gouvernement, le départ d'Hilferding. Un des ministres populistes, Raumer, démissionne. La séance du Reichstag est en conséquence ajournée. — En Bavière, von Kahr interdit grèves, lockout et sabotage, sous des peines pouvant aller jusqu'à la mort ; il dissout les organisations social-démocrates d'auto-protection.

MERCREDI 3 OCTOBRE

Allemagne. — Les députés social-démocrates, par 61 voix contre 54, refusent, un peu avant minuit, le compromis élaboré par Stresemann, ce compromis comportant le départ d'Hilferding. Stresemann démissionne dans la nuit du 3 au 4.

France. — Cachin, Péri et Vaillant-Couturier voient leur peine (6 mois de prison) confirmée par le tribunal de la Seine (affaire du *Conscrit* : provocation de militaires à la désobéissance). — Assemblée générale des communistes de la Seine : à l'ordre du jour, les affaires d'Allemagne. — A Lorient, le jeune matelot Davoine, un des mutins de la mer Noire, est condamné à 7 ans de travaux publics.

Belgique. — Le Comité Exécutif de la 2^e Internationale se réunit à Bruxelles ; il élabore un manifeste faisant appel en faveur des agneaux, à la bonne volonté des loups.

JEUDI 4 OCTOBRE

Angleterre. — Discours de lord Curzon à la Conférence impériale. Il qualifie durement l'action de Poincaré dans la Ruhr et dit que la France doit faire connaître ses propositions.

Allemagne. — Gessler refuse d'entrer dans le directoire Stresemann, son Parti (le Parti démocrate) s'étant prononcé pour la reconstitution de la grande coalition. Stresemann renonce à former un directoire. Les so-

cial-démocrates consentent à rentrer dans le gouvernement, même amputé d'Hilferding, à condition que ni les huit heures, ni les secours de chômage ne pourront être abrogés sans l'assentiment du Reichstag. — Les communistes proposent aux social-démocrates de former des comités d'action et s'offrent même à participer, comme à Thuringe et en Saxe, à des gouvernements ouvriers. — A Dusseldorf, le général Degoutte reçoit Stinnes (il avait précédemment refusé de recevoir une délégation des syndicats réformistes).

Chine. — Tsao Konn élu président de la République.

VENDREDI 5 OCTOBRE

Allemagne. — Stresemann reconstituée, sans Hilferding, mais avec l'appui des social-démocrates, son cabinet de grande coalition.

SAMEDI 6 OCTOBRE

Allemagne. — Séance du Reichstag. Discours de Stresemann : « Si la France veut vraiment une politique d'entente, l'entente se fera. — En Saxe et en Thuringe, social-démocrates et communistes négocient la formation de gouvernements ouvriers. »

France. — Grand meeting, à Paris, du Comité Central d'action. — Changes de la semaine : la livre monte de 74 09 à 76 66, le dollar de 16 29 à 16 81 ; le million de marks tombe au-dessous de 0 04 centimes. La situation de la Banque de France accuse une augmentation de 904 millions du montant des billets en circulation. Et le prix de la vie augmente lentement (le sucre est à 4 60 le kilo).

DIMANCHE 7 OCTOBRE

France. — Discours de Poincaré. Il n'a rien appris, rien oublié ; il ne connaît que le traité de Versailles et attend les propositions de l'Allemagne.

MEMENTO

L'Humanité a publié :

— Le 1^{er} octobre : *La Politique du P. C. allemand* (Humbert-Droz) ; de nouveaux détails sur le séparatisme allemand ; *Syndiqués, prenez garde* (Gourdeaux) ; *Dans un des fiefs de Schneider* [la machine] (F. Desprès).

— Le 2 : *Est-ce un complot* (Vaillant-Couturier) ; Appel du Comité d'action : « Face à la guerre, soutenons la révolution ! » ; *le Déclin de la Fédération Bartuel* (F. Charbit).

— Le 3 : *Pour une solidarité franco-allemande effective* (Monmousseau) ; *les Profiteurs de l'Electricité contre le contrôle* (J. Travaux).

— Le 4 : *Pour éviter la menace fasciste* (M. Cachin) ; *Poincaré-des-Forges contre les sinistrés* (P. V.-C.).

— Le 5 : *Allocution aux anciens combattants allemands* (H. Barbusse) ; *la Préméditation* (Monmousseau) ; *Lutte imminente* (Cachin) ; *Au Syndicat unique du Bâtiment* [le débat sur Bourges doit avoir lieu] (J. Tendade).

— Le 6 : *Sous la botte* (Monmousseau) ; un Appel du Comité départemental d'action : *Pour la paix* (Cachin) ; *Après la grève des gaziers* (le Comité de grève).

— Le 7 : *L'inquisition* (A. Marty) ; *Perspective* (Cachin) ; *Rôle de la société moderne* (G. Chennevière) ; *Zola en 1923* (M. Martinet) ; *Notes économiques* (Louzon).

— Les 1^{er}, 2, 3 des fragments de *C'est la lutte finale*, voyage en Russie (Magdeleine Marx) ; les 1^{er} et 3 *L'Enfer des bagnes marocains* [suite] (Layrol) ; les 4 et 6 *les Faussaires du Pape* (A. R.).

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.